

JOURNAL

L'ITINÉRAIRE

Rien dans les mains, rien dans les poches, mais un journal dans la tête

MICHEL
TREMBLAY

entre l'homme
et l'écrivain

Volume V, NUMÉRO 01 • MONTRÉAL • JANVIER 1998


Lucien Bouchard
répond
aux itinérants



La Nouvelle année selon

Franco Nuovo





Visitez notre site Web...
bourré d'information et de textes inédits!
<http://itineraire.educ.infinet.net>

L'itinéraire est produit et vendu en majeure partie par des sans-emploi, des personnes itinérantes, ex-itinérantes ou toxicomanes, dans le but de leur venir en aide et de permettre leur réinsertion future sur le marché du travail.

Pour chaque exemplaire vendu à 2 dollars, 1 dollar revient directement au vendeur. Les profits de *L'itinéraire* servent à financer les coûts de production du journal, les projets de réinsertion sociale, et le *Café sur la rue*, destiné aux personnes itinérantes.

Pour toute information concernant la distribution ou les camelots de *L'itinéraire*, communiquez avec
Mme Josette Bouchard au (514) 525-5747.



LES PERSONNES
QUI DÉSIÉRENT
VENDRE
L'ITINÉRAIRE SONT
INVITÉES À SE
RENDRE AU
CAFÉ SUR LA RUE,
AU 1104, RUE
ONTARIO EST.
(COIN AMHERST)



1907, rue Amherst, Montréal (Québec) H2L 3L7 CANADA
Tél.: (514) 597-0238 Fax: (514) 597-1544

E-mail: itineraire@videotron.ca
Site internet: <http://itineraire.educ.infinet.net>

Plus de la moitié de cette publication est rédigée par des personnes ayant connu le milieu de l'itinérance. Les articles écrits par des journalistes pigistes professionnels portent la mention «collaboration spéciale». Enfin, les propos tenus dans les pages de *L'itinéraire* n'engagent que la responsabilité de leur auteur.

La formation professionnelle des travailleurs(euses) au journal *L'itinéraire* a été rendue possible grâce entre autres au appui de la SQDM, la CDEC du Plateau Mont-Royal/ Centre-Sud, la ville de Montréal, la Régie régionale de la Santé Montréal-Centre et l'UQAM.



caferue@videotron.ca

VENEZ AU CAFÉ ÉLECTRONIQUE, 1104
ONTARIO EST. SEULEMENT 1\$/HEURE
POUR NAVIGUER SUR LE NET DANS UNE
AMBIANCE AMICALE. NOUS AVONS TOU-
JOURS BESOIN D'ORDINATEURS ET DE
BÉNÉVOLES INFORMATIENS. JOIGNEZ-
VOUS À NOUS!

Des entreprises socialement impliquées dans le Café électronique

Vidéotron fournit déjà les branchements Internet et la Fondation de la Famille Samuel et Saidye Bronfmann a contribué financièrement pour les rénovations de la salle informatique. Hydro-Québec et AXA Canada Tech vont donner des ordinateurs en 1998.

L'itinéraire sollicite les institutions financières, les entreprises ou toutes personnes désireuses de soutenir le projet du Café électronique.

Nous avons besoin d'aide, pour cette première année de démarrage du projet, afin de déboursier des frais fixes (loyer, électricité, assurances, etc.) de 600 dollars par mois. Le projet doit s'autofinancer l'année suivante, mais cette année, sans subventions, c'est tuff.

Voulez-vous nous aider?
Appelez Serge Lareault au
597-0238

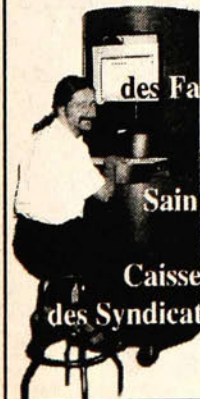
ou envoyez vos dons à l'ordre du
Groupe communautaire
L'itinéraire avec la mention:
Café électronique.

Merci à tous et Bonne Année 98!

Merci

aux institutions financières
suivantes ont déjà contribué
afin que les frais fixes du Café
électronique soit assurés en
1998.

Joignez-vous à elles.



Caisse populaire
des Faubourgs de Montréal

Caisse populaire
Saint-Esprit de Rosemont

Caisse d'économie
des Syndicats Nationaux



Conseil d'administration du Groupe communautaire *L'itinéraire*:

Président: Mario Lanthier.
Vice président: Jean Lesieur.
Secrétaire: Réjean Mathieu.
Trésorier: Guy Lapointe.
Conseillères: Claudette Godley,
Micheline Lefebvre, Gabrielle Girard.
Comité de direction: Alain Demers,
Serge Lareault, Josette Bouchard, Denise English.

Équipe de production du journal

Rédacteur en chef: Serge Lareault.
Adjoints à la rédaction: Bryan Dionne, Cylvie Gingras.
Collaborateurs: Gina Mazerolle, Claude Brûlé, Cathy Bazinet.
Illustrateurs: Pol Mall, André-Philippe Côté, Ian Fortin.
Photographe: Gabrielle Girard.
Relations publiques: Gabrielle Girard, Ivanoh Demers.
Révision: Jean-Paul Baril, Cylvie Gingras, Guy Boulanger,
Marie-Nicole Cimon.
Mots-croisés: Gaston Pipon.
Infographie: Jocelyne Sénécal, Serge Lareault.
Distribution: Josette Bouchard (coordonnatrice),
Michèle Wilson, Michel Desjardins, Mario Lanthier.
Imprimeur: Hebdo Litho.
Tirage: 15 000 exemplaires vendus par des itinérants et des
sans-emploi dans les rues du centre-ville de Montréal.

Administration du groupe

Administrateur: Alain Demers.
Secrétaire-comptable: Sylvie Boos.
Lévé de fonds: Serge Lareault
Coordination du Café sur la rue: Denise English.
Resp. Café électronique: Serge Lareault (coord.),
Roger Bélanger, Richard Baribeau, Sébastien Langlais (animateurs).

L'itinéraire est membre de la **NASNA**: L'Association
nord-américaine des journaux de rue

Son tirage est certifié par



**L'itinéraire est
entièrement recyclable**



Conférence du réseau international des journaux de rue

La lutte à la pauvreté prend d'assaut les rues du monde

La pauvreté n'a pas de frontières et, heureusement, les journaux de rue non plus. Une trentaine de journaux de rue, représentant 24 pays, se sont rassemblés les 29 et 30 novembre dernier, à Londres, pour mettre en commun leur expérience de l'aide aux démunis par le biais d'une publication. L'Itinéraire était invité à cette conférence afin de partager son expertise et en tant que représentant de l'Association nord-américaine des journaux de rue, la NASNA.

Serge Lareault, rédacteur en chef de L'Itinéraire, et Éric Cimon, membre de l'exécutif de la NASNA, étaient délégués pour faire part des réalités québécoises, canadiennes et américaines. Leur participation a été rendue possible grâce à la seule collaboration du gouvernement du Québec qui, encore une fois, a compris la nécessité de présenter à l'étranger nos projets innovateurs d'aide aux démunis.

Ils y a eu des ateliers de formation sur la levée de fonds, la publicité, sur la nécessité d'insérer les préoccupations du milieu de l'itinérance dans l'agenda populaire, et sur l'accessibilité à l'autoroute de l'information pour les personnes démunies. En passant, le réseau Internet est beaucoup plus développé ici qu'en Europe. Les délégués ont pris bonne note de l'initiative du café Internet mise de l'avant par L'Itinéraire.

Deux associations, deux réalités

Le Réseau international des journaux de rue (INSP) se compose d'une trentaine de membres, en majorité d'entreprises qui ont pour mandat de réinvestir leurs profits auprès des démunis. Le Réseau est parrainé par The Big Issue, du Royaume-Uni, qui tente de s'implanter sous le même nom dans plusieurs grandes villes partout dans le monde anglophone. On retrouve ainsi The Big Issue en Angleterre, en Irlande, en Écosse, dans le pays de Galles, de même qu'en Australie et en Afrique du Sud.

Le Big Issue, contrairement aux autres publications d'Europe ou d'Amérique, est une grosse entreprise de presse ayant pour objectif de produire une publication de masse pour vendre le plus grand nombre de copies possible. Le magazine hebdomadaire en est un d'actualité générale qui aborde peu les thèmes reliés à l'itinérance. Il favorise plutôt la fabrication d'un produit s'adressant à un marché plutôt qu'à une cause. Les profits sont alors versés à une fondation du même nom qui, elle, s'occupe d'offrir des services aux personnes démunies.

À New York, l'an dernier, à la suite d'une tentative infructueuse, le Big Issue tente de s'implanter à Los Angeles. Cette dernière intrusion crée beaucoup d'émois au sein de la



L'Itinéraire à Londres

Texte et photo: Eric Cimon

NASNA, composée d'une soixantaine de membres dont presque tous sont des organismes sans but lucratif, et dont le but principal est de donner une voix aux sans-abri. La situation sociale et politique américaine est tellement différente de celle des Européens que les journaux de rue américains sont, plus souvent qu'autrement, le seul recours des itinérants face aux ratés du système américain.

Tim Harris, président de la NASNA, a d'ailleurs fait savoir que si le Big Issue venait à s'implanter en Amérique, «Les gens du journal londonien devront choisir une ville où il n'existe pas de démarche locale d'implantation d'un journal de rue. Ils devront aussi s'assurer de l'implication des camelots dans l'organisation».

L'Europe de l'Est se développe lentement

La présence de plusieurs congressistes d'Europe de l'Est a montré une nouvelle facette de la pauvreté dans les pays en transition. Ces représentants de St-Petersbourg, Budapest, Varsovie et Vilnius ont apporté une vision humaine et actuelle des difficultés des anciens pays de l'Est. D'ailleurs, le délégué polonais a appris durant la conférence qu'il s'était fait dévalisé durant la nuit et qu'à son retour il trouverait un local vide. Les conférenciers ont d'ailleurs vite conclu qu'il était impératif d'améliorer le système de communication entre les médias et créer une véritable force médiatique et d'entraide.

L'une des initiatives prise lors de la conférence fut de souligner, au mois d'octobre prochain, la Journée internationale de lutte contre la pauvreté: tous les journaux de rue du monde produiront la même page couverture. Un bel exemple de solidarité qui démontrera la force du mouvement des journaux de rue.

Il y a présentement près de 300 journaux de rue dans le monde, dont une centaine en Amérique du Nord, et leur tirage totalise plus de quatre millions d'exemplaires par mois, sans compter les hebdomadaires.

Au mois d'août prochain, Montréal sera la ville hôte de la troisième conférence de l'Association nord-américaine des journaux de rue. Plusieurs publications d'Europe ont déjà fait part de leur intention d'assister à cette conférence. Une belle occasion pour les deux associations de créer des liens durables et une communication efficace.



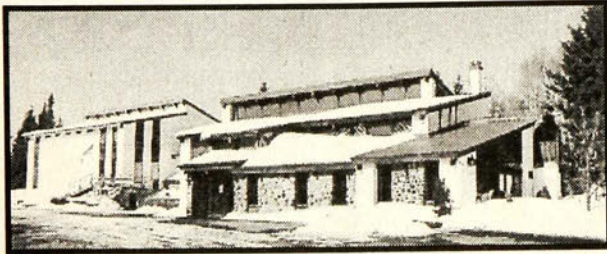
427, rue de la Commune Est
Montréal (Québec)
H2Y 1J4

ab

Accueil Bonneau Inc.

Téléphone: (514) 845-3906
Télécopieur: (514) 845-7019

Passeport Québec



L'Altitude Rustique

*Vous offre
votre hébergement gratuit
Différentes autres
destinations disponibles*

Pour plus d'information

Passeport Québec
Palais du Commerce
1650, Berri, Suite 22
Montréal (Québec) H2L 4E6

Tél. : 288-TOUR (8687)

La Nouvelle Façon de Voyager

PARTICIPEZ AU DÉFILÉ DE LA SAINT-JEAN BAPTISTE LE COMITÉ DE LA FÊTE NATIONALE A DÉCIDÉ D'INCLURE TOUT LE MONDE

Dans une initiative originale, le comité de la Fête nationale lance un concours qui invite la population à prendre part directement à la réalisation du défilé de la Saint-Jean Baptiste 1998 en proposant des projets.

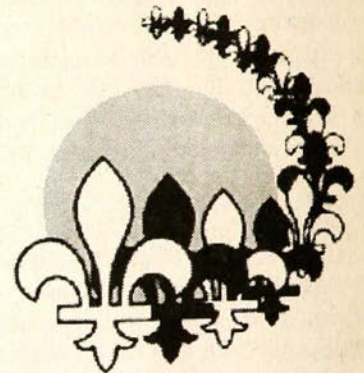
Le concours s'adresse aux organismes sans but lucratif, aux institutions scolaires et culturelles, aux organismes communautaires, ainsi qu'aux individus, aux groupes et même aux familles. Il y a deux façons de participer:

- Les individus et les organismes peuvent soumettre un concept dans l'espoir de voir l'équipe du défilé le réaliser. Si le concept est retenu, l'équipe du défilé réalisera la proposition et le concepteur sera reconnu. Trois bourses de 500 \$ seront attribuées à des individus ou à des groupes dont le concept aura été retenu.

- Les organismes peuvent soumettre un concept avec l'intention de le réaliser. Si le projet est retenu, le Comité de la Fête nationale remettra à l'organisme une enveloppe monétaire en appui à la production. L'originalité et la pertinence du projet, ainsi que la taille de la contribution de l'organisme détermineront le montant accordé par le Comité.

Un jury composé de cinq personnalités du milieu des arts a été formé pour évaluer les projets. Il s'agit de Richard Blackburn, André Forcier, Jean-Claude Germain, Francine Grimaldi et Suzanne Harel.

Vous avez jusqu'au 22 janvier, 17 heures, pour soumettre vos projets. Vous pouvez obtenir un formulaire d'inscription en s'adressant à Linda Lavoie au (514) 522-0533. Lâchez-vous «lousse», c'est notre Fête nationale qui en dépend.



**LA FÊTE NATIONALE
DU QUÉBEC**



Eglise Unie Saint-Jean

(514) 866-0641

Une église protestante de langue française au cœur de la cité

Solidaire avec tous ceux que touche L'Itinéraire

Culte: tous les dimanches à 10:30

110, rue Sainte-Catherine Est, Montréal, Québec H2X 1K7

Denis Fortin,
pasteur

Bonne Année grand nez! Pareillement grandes dents!

SERGE LAREAULT

RÉDACTEUR EN CHEF

C'est un peu dans cette atmosphère de morosité que semble débiter cette nouvelle année, alors les plus pauvres et les plus riches poursuivent une lutte qui s'est intensifiée à la fin de 1997. Depuis quelques temps au Québec, on se lance la pierre, ou des petites sandwiches volés au Reine-Élisabeth.

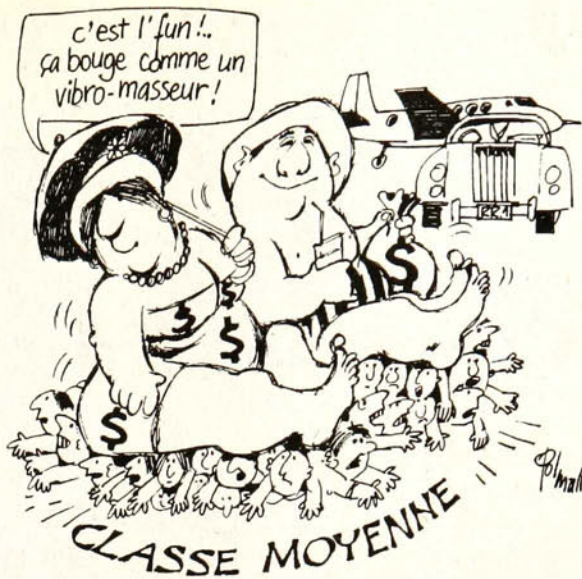
Après toutes les coupures que nous avons subies cette année, certains grinceront certainement des dents en coupant leur restant de bûche de Noël. En tout cas, après la trêve des Fêtes, les groupes de pression feront leur bilan et reprendront certainement les armes. Plusieurs manifestations sont déjà prévues pour empêcher le gouvernement de ne pas trop sabrer dans les programmes sociaux. On se demande ce qui sera préservé: la paix ou l'aide sociale? D'ailleurs, ne devrait-on pas parler d'entraide sociale?

Parce que l'on voit toujours les mêmes grogner, on s'imagine qu'ils le font pour rien. «Chiâler pour chiâler.» «Des BS qui veulent qu'on les aide plus.» Pourtant, c'est pour nous tous qu'ils affrontent le

gros bulldozer gouvernemental, le bataillon de police, et le regard méprisant des bien-pensants.

C'est toute notre société qui s'appauvrit quand la masse que représente la classe moyenne prend une «débarque.» Beaucoup ont le sentiment profond ces jours-ci que les plus riches ambitionnent. Pour augmenter leurs bénéfices, ils écrasent tout sur leur passage: les gens, le système social, même les fondements de notre économie. On dirait que les mégalo-manes poussent comme des champignons en cette fin de siècle.

J'entends régulièrement: «Elles vont prêter à qui, les banques, quand elles vont avoir ruiné tout le monde? «Qui va payer des impôts pour réduire le déficit, quand on va tous être pauvres comme Job?» «Qui va être pouvoir acheter tous ces gadgets que l'on nous propose, quand les derniers huissiers vont être passés parce que l'on n'arrive plus à payer les mensualités des cartes de crédit que l'on nous a accordées?»



Les gens sont inquiets et ils ont raison. La classe moyenne étouffe en ce moment au Québec, et c'est les plus pauvres, ceux qui sont encore plus bas, qui crient à leur place.

Dans ce numéro de début d'année, on vous présente, pêle-mêle (fidèles à nous-mêmes), les craintes comme les espérances de quelques acteurs sociaux (de premier plan autant que figurants.)

Alors, Bonne Année à tous, chers lecteurs et lectrices, et surtout, ne lâchez pas!

Baptiste le clochard

d'André-Philippe Côté paru aux éditions Soulières



INTERNET

CYBERPROPHÉTIES POUR 1998



Cylvie GINGRAS

Plus que 731 jours avant l'an 2000! En furetant dans le Net du futur, j'ai découvert "Prophéties en ligne". Des gens comme vous et moi racontent leurs rêves prémonitoires, flashes de voyance qui sont publiés dans le Journal des Prophéties et sur le site: <http://rafale.worldnet.net/~dhuicq/sujet.006htm>.

De plus, la section Forum permet l'ouverture de débats sur tout sujet relié aux prophéties. C'est simple: il vous suffit de réagir à une prophétie ou à une interprétation. À vous de voir ce qui irisera l'aube de l'an 2000. Comme on dit, «nul n'est prophète en son pays... virtuel!»

GRAVE CRISE ÉCONOMIQUE EN 1998

Selon un *prophète*-internaute, Thierry Bousquel. «Les marchés financiers sont secoués après une croissance stable et forte qui dure depuis une dizaine d'années. La crise en Asie avec la demande d'aide de la Corée du Sud auprès du FMI (Fonds Monétaire International), le Japon et un yen très faible, l'indice Nikkei qui passera en-dessous de la barre psychologique des 15 000 points sont les premières secousses prédites par Pierre Frobert. Bref, la croissance mondiale sera gelée, puis revue à la baisse malgré les propos rassurants des économistes.»

«Nous le savons tous, la France, dirigée par deux chefs d'États, a basé son budget sur une croissance de 3% (sic), et en cas contraire, ceci risque de mener notre pays à la ruine. Selon Nostradamus, le point culminant sera atteint en avril 1998, je pense (donc je suis) que le séisme financier débutera en Asie. Ensuite, suivront l'Amérique du sud, la Russie, la

Chine puis en avril 1998, la France et l'Europe (sauf l'Angleterre, la Suisse, et le Luxembourg qui résisteront mieux). [...] Après cela, on peut penser assister à une hyper-inflation (cherté de la vie) qui causera la famine dans les pays du Trois/Tiers-Monde (anciennement Tiers-Monde), dépendant des ressources alimentaires mondiales et des guerres de rues stériles dans la plupart des pays développés. L'argent, dernier pilier de la conscience de l'homme, s'écroulera ainsi que leur raison.»

UNE TEMPÊTE DE 534 CM!

Selon Méga, «Tout le monde est au courant du El Ninõ, responsable d'un grand nombre de désastres naturels jusqu'à maintenant et cela va se poursuivre beaucoup plus longtemps que les scientifiques le prévoient.» Pour le Québec, «premièrement, nous allons connaître un hiver au cours duquel la neige sera tellement abondante que ce sera fort probablement une saison record de précipitations. Durant l'une de mes visions, j'ai aperçu un total de 534 cm, ce qui est de loin supérieur à la normale. Dans quelle région du Québec? Cela peut être Montréal et/ou Québec.»

«Cette tempête pourrait fort probablement se produire à la mi-janvier, plus précisément les 10 et 11 janvier 1998 pour la région ouest du Québec, entre autres, et le 15 janvier, pour l'est du Québec. De plus, il y a de très fortes probabilités que dix jours plus tard, il y ait une autre tempête majeure.»

«J'ai aussi eu une autre vision, j'ai vu se succéder les trois prochaines saisons. Pour plusieurs régions à travers le monde, le printemps et l'été (et plus) seront très pluvieux. Nous connaissons des inondations records sur toute la planète depuis quelques années, mais 1998 sera une année

record en ce domaine. Cette année, il y aura de grandes et graves inondations un peu partout sur la planète, plus qu'auparavant. À qui la faute? À El Ninõ, bien sûr.»

«Pour terminer ces brèves descriptions, je mentionnerai qu'au printemps 1998, Acapulco va subir une forte tempête qui laissera des précipitations de 300 mm de pluie et de grêle sur la ville. Phénomène très rare pour cette période de l'année et de plus, les grêlons auront la taille d'une balle de baseball. Il m'a été donné de voir sur place cet événement: les gens couraient pour s'abriter, il y avait des accidents d'automobiles, etc.»

«Bientôt, je parlerai d'un événement fantastique qui va se produire au cours de l'été 1998. Les consciences en seront bouleversées, c'est le moins que l'on puisse dire et cela va être vraiment super!»

UNE CATASTROPHE À MONTRÉAL

Selon un autre *prophète*, Lang Megan, «Une inondation aura lieu à Montréal, très grosse, avec de forts courants et beaucoup de morts. Quand une lampe blanche ayant la forme d'une loupe sera installée sur le Mont-Royal, l'inondation se produira. Ce sera parce qu'ils auront offensé Dieu. La loupe: un capteur? Une lampe?»

LA VENUE D'UNE NOUVELLE MALADIE

Enfin, Michel Bélanger prédit qu'«Une maladie encore inconnue fera son apparition en juillet 1998; cette maladie sera mortelle pour celui qui la contractera, mais la mort viendra à petit et dans d'atroces souffrances au niveau du cerveau. Il semble que ce soit un virus créé par l'homme dans un seul but de guerre bactériologique.»

CE QUI LES A FAIT LE PLUS CHIER EN 1997!

CYLVIE GINGRAS

L'Itinéraire a fait un mini-sondage dans la rue, à savoir:

Qu'est-ce qui vous a fait le plus chier en 1997? Et quel est votre coup de coeur?

Henri, chercheur à l'UQAM:

«Les mises à pied massives, c'est ce qui m'a fait le plus chier. La bonne nouvelle c'est que Robert Latimer n'a pas été condamné à 10 ans de prison pour avoir mis fin aux souffrances de sa fille.»

Dominique Duchamp, étudiant:

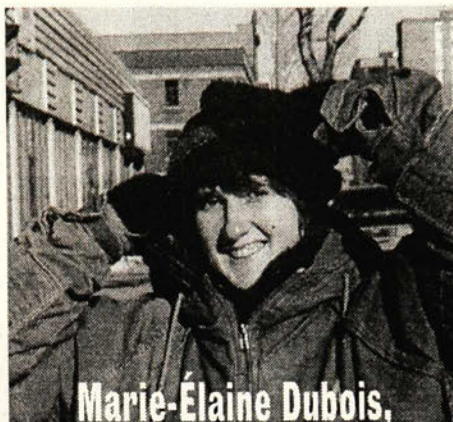
«L'assurance-médicament est ce qui m'a fait le plus chier en 1997. La réglementation pour les conducteurs ivres est une bonne chose.»

Paul Bergeron, coiffeur:

«Il y a bien des choses qui m'écoeurent: le harcèlement du ministère de la Sécurité du revenu, surtout envers les mères célibataires; la pauvreté et l'itinérance chez les jeunes et le virage ambulatoire. La prise de position du Bloc québécois envers le fédéral démontre que le gouvernement commence à mettre ses culottes et, chapeau à Mme Louise Beaudoin qui travaille pour notre culture.»

Luc, cycliste:

«Ce qui m'a fait le plus chier c'est Bronfman qui a transféré deux milliards de ses dollars aux États-Unis sans payer une cenne d'impôt, avec l'accord du fédéral! Mon coup de coeur c'est le sourire d'une belle fille!»



Marie-Élaine Dubois,
intervenante:

«Ce qui m'a le plus écoeurée, c'est le commentaire d'une reporter, au bulletin télévisé de Radio-Canada. Elle relatait l'histoire de Desmond Boswell, ce résident d'Hudson que la Ville voulait expulser pour non paiement de taxes. M. Boswell s'était fabriqué un abri de fortune dans la maison que lui avait léguée sa grand-mère en 1970. En 1994, elle a été démolie par le nouveau propriétaire pendant que Boswell y habitait. La reporter a cité les résidents qui disaient que la valeur de leur maison allait diminuer si l'homme ne partait pas! Elle était indifférente et les citoyens, méprisants.»

Mon coup de coeur va à la conscientisation sociale, à l'éveil de la spiritualité chez les gens. Ils sont plus solidaires que jamais parce que tout le monde en a ras le bol. Il va y avoir des changements, c'est certain. Ça ne sera pas demain, mais j'ai le feeling que les choses vont changer. Il va y avoir des crises. Et j'ai un coup de coeur pour les squeegeistes. Leur travail est très symbolique: «Ouvrez-vous les yeux! Regardez-moi!»



Melanie "Time",
jeune itinérante:

«Moi, ce qui m'a fait le plus chier, c'est l'abus de pouvoir des capitalistes, du gouvernement et le monde qui ont l'air bête, qui font semblant de ne pas nous voir quand on bumme.»

Mon coup de coeur va à la solidarité dans la rue, surtout l'hiver. Les plus vieux itinérants nous ont donné des couvertures.»



Marie "Misfit",
jeune itinérante:

«Les cochons du poste 21, eux z'aut' y m'ont fait chier! On peut pas quêter sans les avoir sur le dos; on peut pas manifester sans les avoir au cul; on peut pas bouger sans se faire harceler!»

La belle chose, c'est l'harmonie entre les gens de la rue. Le monde de la rue vous souhaite toutes sortes de belles affaires en 1998!»



Réal Ménard, Député
Hochelaga-Maisonneuve

4036, rue Ontario Est
Montréal (Québec)
H1W 1T2
Tél.: (514) 283-2655
Fax: (514) 283-6485

Bonne et heureuse
année 1998!



Martin Lemay
Conseiller municipal
Sainte-Marie

275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1C6

Téléphone : (514) 872-6306
Télécopieur : (514) 521-6760



Rencontre avec Michel Tremblay

Cylvie GINGRAS

Encore cette année, je me suis dopée de bouquins au Salon du Livre de Montréal. Des livres en provenance de 23 pays, des centaines de maisons d'édition, des centaines d'hommes et de femmes écrivains. Si, pour certains, il y a trop de romanciers québécois pour le nombre de lecteurs, sachez qu'il y a 75 ans, c'était le contraire. En effet, dans une chronique littéraire du 25 novembre 1922, on se plaignait que le Québec était un piètre producteur de romans.

Je me suis payé toute une traite! J'ai bavardé avec Jacques Godbout, Marie Laberge, André Soucy, Bruno Hébert, Anne Hébert, Serge Chapleau, Lise Payette, Robert Lalonde, Danielle Blanchette, Richard Garneau, André Cartier (auteur de «Entre chien et loup») et Lili Gulliver! Un méméring illimité! Et, finalement, après bien de la patience, j'ai enfin réussi à interviewer Michel Tremblay, un monument vivant, entre deux séances d'autographes.



Un objet de beauté

Au Salon du Livre de Montréal, le deuxième soir, il y avait tellement de monde en ligne pour Michel Tremblay que je me serais crue dans le Village gai, à l'ouverture d'un nouveau bar! C'est à bout de patience et de persévérance (il a fallu que j'y retourne plusieurs fois!) que j'ai pu enfin parler avec Michel Tremblay. Un homme affable, simple et... drôle!

Un objet de beauté est la sixième chronique du Plateau Mont-Royal. Il y a une énorme misère humaine qui se dégage de tous les personnages de

Michel Tremblay. Je lui ai demandé si la misère c'était ça pour lui. «Cette misère humaine-là provient de l'ignorance de cette époque. Ces gens-là ne sont pas imbéciles: ce sont des gens qui n'ont pas appris à s'exprimer, alors, quand ils le font, c'est dans l'absolu. Ce sont des générations de Québécois qui n'ont pas appris à se parler, jusque dans les années 60», explique-t-il.

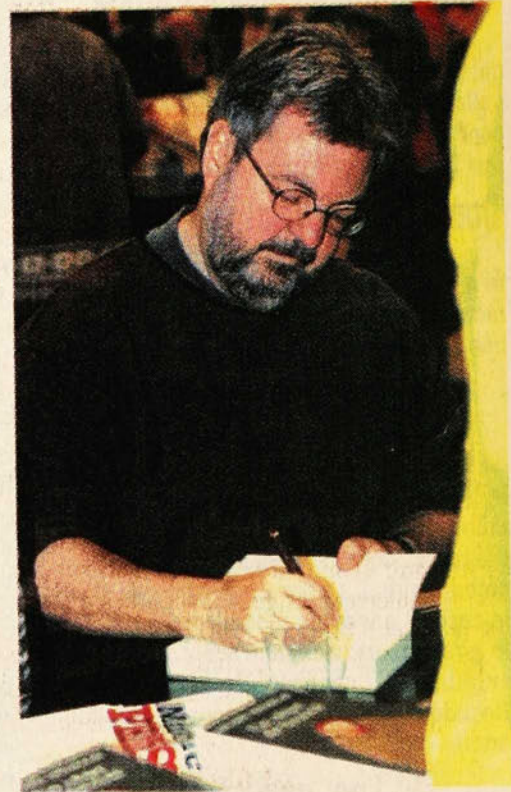


Photo : Ivanho Demers

Abonnement à L'itinéraire

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____

Un abonnement d'un an (12 numéros) **40\$**
frais de poste compris

Abonnements supplémentaires **20\$**
Nombre d'abonnement(s) _____

À compter du mois de _____

Signature _____

Envoyez un chèque ou mandat poste à l'ordre du Journal L'itinéraire
1907, rue Amherst, Montréal (Québec), H2L 3L7

Si
vous ne pouvez acheter L'itinéraire sur la rue

Dans ses personnages, j'ai cru reconnaître bien des côtés des itinérants d'aujourd'hui, car eux aussi vivent dans l'absolu une misère presque insupportable. Marcel ressemble aux toxicomanes: il se sert de sa folie pour survivre, tout comme les toxicomanes se servent de ce qui les tue pour vivre... Michel Tremblay affirme ne pas connaître les toxicomanes et il poursuit: «Mais je peux dire que Marcel était perdu d'avance. C'est sûr qu'il se sert de sa schizophrénie pour survivre. Il pense qu'en rêvant, il va sauver sa tante. Dans ce sens-là, c'est la survie».

Le temps des fights...

J'ai lu l'oeuvre de Michel Tremblay. Pas tout, parce qu'il écrit plus vite que je lis! J'ai remarqué, entre autres, qu'il avait peu écrit sur Noël. Je lui ai demandé si c'est parce que Noël lui fout le cafard. «Mon Dieu! J'y ai jamais pensé! En fait, dans le premier roman que j'ai écrit à l'âge de 16 ans, j'ai écrit un chapitre sur la messe de minuit. Je vais y réfléchir longuement. Faut dire que je n'ai jamais parlé des Fêtes non plus. Il n'y a pas tellement de mariages dans mes livres... Quand il y a des rassemblements, ce n'est pas pour fêter, c'est pour... "fighter"!», dit-il dans un grand rire.

Un écrivain heureux!

Il y a très peu d'écrivains d'ici qui vivent confortablement de leur plume et Michel Tremblay en fait certes partie. Considère-t-il que la vie a été généreuse envers lui? «Oh oui! Je suis sûrement un des 10 artistes les plus chanceux de l'histoire du Québec», s'exclame-t-il. «Comme dit toujours mon metteur en scène, André Brassard: «On a eu la chance d'arriver au bon moment. Non seulement les gens avaient besoin d'entendre ce que l'on avait à dire, mais ils étaient prêts à l'entendre». J'ai été très chanceux! Et l'autre grande chance que j'ai, c'est que les gens me suivent depuis 29 ans. Ça fait 29 ans que je suis là et j'ai développé un lectorat qui me suit.»

La cause sociale

Les gens ne le savent probablement pas, mais Michel Tremblay est impliqué socialement. Il raconte: «Comme je ne suis presque jamais là, j'ai décidé de m'impliquer dans une seule chose. Depuis trois ans, je suis le parrain de l'Association des bénévoles accompagnateurs et accompagnatrices auprès des personnes atteintes du sida. J'en suis à ma quatrième année avec elle».

Chronique des années 90

Je souhaitais que dans les futurs projets d'écriture de Michel Tremblay, on pourrait lire le "day life" de Montréal avec ses itinérants, alcooliques, toxicomanes. Il semble que mon désir ne sera pas réalisé. «Je ne le pense pas parce que ce n'est pas ma job! Ce n'est pas ma génération, je ne la connais pas. J'ai 55 ans et je n'ai pas eu d'enfants, ni d'ados. Donc je ne les connais pas. Chacun sa job. C'est aux différentes générations de faire le constat sur leur propre monde», croit Michel Tremblay.



Photo : Ivanho Demers

Un homme heureux?

Je lui ai posé LA question: Est-il un homme heureux? Il répond sans hésitation: «Comme tous les gens qui travaillent au bonheur, il m'arrive d'avoir ce que j'appelle des bulles de bonheur. On se fabrique tous des moments de bonheur, mais on ne peut pas prétendre qu'on est heureux tout le temps! La vie serait plate!» À ça, je lui réponds par une citation de Chesterston: «Le bonheur a besoin d'être interrompu pour être senti»... Et il me renvoie la balle: «Et il y a un autre adage qui dit que «De la répétition, naît l'ennui»... (Rires)

Pour conclure notre entretien (il y a une file de gens qui commence à se former), je lui demande s'il a un message pour son lectorat. «Oui! Le "paparadzis" à la fin de vos jours! », lance-t-il dans un grand éclat de rire.

ACTIVISTE DERRIÈRE LES BARREAUX

Dures relations avec les policiers cette années...

BRYAN DIONNE

UNE ENTREVUE DE

L'action des policiers lors de la manifestation tenue devant l'Hôtel Reine-Elizabeth, le 3 décembre dernier, n'en finit plus de provoquer l'indignation. M. Yves Manceau, porte-parole des Citoyens-nes opposés-es à la brutalité policière (COBP), regroupement solidaire au Comité des sans-emploi Montréal-Centre, explique: «Le travail des policiers était celui d'amateurs. Si un crime est commis et que les preuves sont suffisantes, ils ont le droit de faire des arrestations. Dans ce cas-ci, ils ont arrêté tout le monde sans enquête et sans preuve. Ce comportement est arbitraire et inacceptable.»

Une centaine de personnes ont participé à cette action du Comité dans le but de dénoncer la faim et d'exprimer leur colère devant le comportement des élus face à la pauvreté. Le rassemblement fut, somme toute, assez calme, du moins jusqu'à ce qu'un groupe de manifestants entre dans le chic restaurant pour se servir au buffet et redistribuer de façon symbolique la nourriture. C'est alors que le déploiement a tourné au vinaigre. «Il y a une distinction à faire entre le commando qui a investi le restaurant et les autres manifestants. Je suis d'accord pour que les gens qui ont volé de la nourriture aient à assumer leurs responsabilités, mais la police a mis tout le monde dans le même panier, c'est une honte», poursuit M Manceau.



Photo: Cylvie Gingras

Yves Manceau, activiste du COBP, s'est retrouvé derrière les barreaux après l'affaire du «buffet du Reine-Élizabeth.»

«Les policiers nous identifient comme étant des troublemaker, c'est incontournable, je suis un homme marqué par la police.»

En effet, la police est intervenue rapidement et avec force pour disperser les militants dans une opération que l'on qualifie d'une des plus spectaculaires dans le cadre d'un événement politique au Québec. Cent huit personnes ont été arrêtées, dont M. Manceau: «On m'avait ciblé comme étant l'organisateur de la manifestation. C'est complètement faux, car j'y étais à titre d'observateur pour le COBP», explique-t-il.

Des étudiants de différents CEGEP et universités du centre-ville, des assistés sociaux, des chômeurs et des travailleurs ont passé entre 13 et 20 heures en prison. Parmi ceux-ci, une quarantaine de personnes ont été accusées de divers délits: «Je suis accusé de vol de moins de 5 000 \$, de méfaits divers, de complot pour vol, d'avoir crié en public, alors que je n'avais rien à voir avec tout ça. La direction de l'hôtel Reine-Elizabeth n'a même pas porté plainte», précise M. Manceau.

L'interdiction d'organiser une manifestation ou d'y participer et l'interdiction de communiquer entre accusés d'ici leur procès, figurent aussi parmi les conditions de libération imposées à quatre accusés.

Pour le Comité des sans-emploi Montréal-Centre, ces arrestations et accusations sont sans fondement et ne sont que des actes gratuits visant à briser les divers mouvements de contestation sociale. L'organisation considère que le droit à la liberté d'expression et le droit d'association sont des libertés essentielles et doivent être respectées par la police et le milieu judiciaire.



**Bonne et Heureuse
année 1998!**

L'honorable
Lucienne Robillard
C.P., Députée / P.C., M.P.
Saint-Henri - Westmount
2360, rue Notre-Dame Ouest,
Bureau 300
Montréal (Québec) H3J 1N4
Tél.: (514) 283-2013

LES OEUVRES DE



**LA MAISON
DU PÈRE**

550, boul. René-Lévesque Est
Montréal (Québec) H2L 2L3
Tél.: (514) 845-0168 Fax: (514) 845-2108

Le COBP prend position

Le COBP demande une enquête indépendante sur la préparation et l'exécution de l'intervention policière du 3 décembre. L'organisation déplore l'utilisation de la «méthode du filet» qui consiste à encercler un groupe identifié sous prétexte qu'un délit a été commis. «Les policiers ont laissé sortir certains journalistes, par contre, ils ont arrêté une touriste japonaise qui était là par hasard», ajoute M Manceau. Le COBP indique dans un communiqué diffusé le 15 décembre, que cette méthode digne d'un régime totalitaire n'a pas sa place au Canada.

Une chaîne humaine autour de la Cour municipale

Le jour de la comparution d'Alexandre Popovic et de Yves Manceau, le 16 décembre dernier, le Comité des sans-emploi Montréal-Centre invitait la population à se rendre devant la Cour municipale pour manifester sa solidarité et protester contre la pauvreté croissante. Les revendications du groupe étaient précises: la libération immédiate et sans condition des deux manifestants encore détenus, le retrait immédiat et sans condition de toutes les accusations portées contre les 108 personnes arrêtées le 3 décembre et le respect du droit de manifester.

Les manifestants se sont ensuite déplacés vers le centre administratif du Service de la sécurité du revenu avec l'intention d'occuper les lieux. Devant l'ampleur de la présence policière, une vingtaine d'auto-patrouille, des paniers à salade ainsi que l'escouade anti-émeute, les manifestants ont quitté les bureaux du ministère dans le calme quelques minutes après le début de l'occupation, pour ensuite se disperser. «Des accusations d'attroupement illégal ont été ajoutées aux dossiers de plusieurs manifestants», selon Yves Manceau.

T'as traversé au feu rouge. Tu dis que t'es daltonien... euh... j'sais pas en Daltonie, si c'est permis... mais icit chez nous c'est défendu!



Quand la désobéissance civile devient inévitable

«Je n'ai pas de casier judiciaire. En ce qui concerne les accusations du 3 décembre, je prévois recevoir une amende. Mais devant les proportions que prennent les bavures policières, il devient inévitable de songer à la désobéissance civile pour faire évoluer la situation», affirme Yves Manceau.

Dans une lettre qu'il a rédigée durant sa détention, Manceau affirme clairement être fier et convaincu de pouvoir changer le cours des choses. «L'affaire Martin Suazo est une bonne occasion d'agir. Ce jeune péruvien est mort sous les coups de feu d'un policier, le 31 mai 1996. C'est une bavure policière magistrale, mais le SPCUM est passé maître dans la couverture de ses erreurs. Il faudra que des mesures extrêmes soient prises pour que justice soit faite et que des accusations soient portées contre le policier. En plus des démarches habituelles, j'ai l'intention de faire pression auprès du ministère de la Justice», déclare Yves Manceau.

Il y a un interdit de publication concernant l'affaire Suazo, mais comme l'a indiqué Yves Manceau en primeur à L'Itinéraire: «J'ai la ferme intention de publier dans le journal Info-Bavures le nom du policier qui a tiré sur Suazo, si mes pressions ne donnent rien. Je suis prêt à assumer ce geste, si ça devient nécessaire.»



Devant les bureaux de la Sécurité du Revenu, il y avait plus de policiers que de manifestants lors du rassemblement du 16 décembre dernier, au moment de la comparution de Yves Manceau.



Vous voulez lire les savoureux commentaires de Franco Nuovo pour la prochaine année? Alors continuez d'acheter le Journal de Montréal, car le texte qu'il devait nous envoyer n'est jamais arrivé. On l'attend encore! Bonne Année Franco!


Le Bloc: défendre la cause des démunis en 1998



Même si le Bloc québécois ne représente plus l'opposition officielle, ses députés et son chef, Gilles Duceppe, entendent parler haut et fort (s'ils ont la chance de leur bord!), afin que le fédéral adopte des mesures concrètes pour aider les plus démunis. Sera débattu cet hiver un projet déposé par le député de Hochelaga-Maisonneuve, Réal Ménard,

modifiant la loi sur les banques, qui leur demanderait ainsi de réinvestir de l'argent dans les milieux défavorisés. De plus, le Bloc propose des assouplissements à la Loi sur l'assurance-emploi, ce qui devrait permettre à des gens très pauvres de souffler un peu. Mais ce projet devra être tiré au sort avant d'être débattu. La chance sera-t-elle de notre côté?

Le Bloc québécois a entre les mains des propositions intéressantes afin de modifier la trajectoire qu'a pris l'assurance-emploi depuis quelques années. Leur projet de loi vise l'admissibilité au programme, l'abolition de la discrimination envers certaines catégories de chômeurs, l'augmentation des durées de prestations, etc. «Ce sont des milliers de personnes de plus qui auront droit à l'assurance-emploi, a affirmé M. Gilles Duceppe à L'Itinéraire. La loi actuelle pénalise trop de travailleurs saisonniers. Notre projet propose des assouplissements qui pourront aider entre autres, les étudiants à faible revenu et qui ne peuvent recevoir le remboursement de leur cotisation dans de nombreux cas.»



3767, rue Berri,
Montréal H2L 4G7
Tél.: (514) 849-4221
Télec.: (514) 849-8564

**Refuge
des jeunes
de Montréal**

**Dans la rue,
avec le monde**



Confédération des syndicats nationaux

Grandes lignes du projet de loi sur l'assurance-emploi



- Assouplir les règles d'admissibilité

1. Le Bloc demande l'abolition de la discrimination envers certaines catégories de chômeurs sur la base de leur soi-disant manque d'assiduité sur le marché du travail. Les jeunes, les femmes et les travailleurs saisonniers sont particulièrement touchés. Pour les nouveaux travailleurs ou pour ceux qui reviennent sur le marché de l'emploi après deux années d'absence, il faut avoir travaillé 910 heures pour avoir droit aux prestations d'assurance-emploi. Ce critère est largement supérieur à celui exigé aux autres chômeurs à qui on demande d'avoir travaillé entre 420 et 700 heures.

2. Il y a deux catégories de chômeurs: ceux qui ont travaillé plus de 700 heures, et ceux qui ont travaillé moins de 700 heures. Il est impossible pour ces derniers de recevoir des prestations spéciales telles que maternité, congé parental et de maladie. Le Bloc demande une diminution des conditions d'admissibilité requises pour recevoir des prestations spéciales: 300 heures travaillées au lieu de 700.

- Augmenter la durée maximale des semaines de prestations

Les travailleurs saisonniers, vivant généralement en région, subissent à tous les ans le "trou noir du printemps", expression qui qualifie la période entre la fin des prestations d'assurance-emploi et la nouvelle saison de travail. Cette période peut durer 10 semaines et accroître les difficultés économiques des familles en région. Le Bloc demande de pallier cette période où de nombreux travailleurs se retrouvent sans moyen de subsistance et s'appauvrissent.

- Abolir la règle dite d'intensité qui impose une diminution progressive de 55 % à 50 % du taux de prestations aux chômeurs qui doivent utiliser régulièrement l'assurance-emploi:

En tant qu'utilisateurs fréquents du système, tous ceux qui ont un travail précaire (construction, tourisme, foresterie, pêche) sont pénalisés sans égard à la raison pour laquelle ils reçoivent de l'assurance-emploi. Chaque année, le tiers des travailleurs canadiens sont, à un moment ou un autre, prestataires de l'assurance-emploi et ceux qui quittent leur emploi ou sont congédiés n'ont droit à aucune prestation. Le Bloc demande l'abolition de cette règle.

- Assurer la transparence du Compte d'assurance-emploi:

Les énormes surplus du Compte d'assurance-emploi, 13 milliards de dollars en 1997, sont engloutis dans le Fonds du Trésor. Le Bloc demande que soit constitué un Compte distinct dans lequel pourrait s'accumuler en toute sécurité un surplus qui ne servirait qu'aux fins du régime de l'assurance-emploi et non pas, comme actuellement, à réduire le déficit.

- Permettre aux personnes dont la rémunération est inférieure à 5 000 \$ d'obtenir le remboursement de leurs cotisations à l'assurance-emploi:

La Loi sur l'assurance-emploi fait que toutes les heures sont assurables donc cotisables. Cela permet aux personnes qui gagnent moins de 2 000 \$ de voir leurs cotisations remboursées. C'est notamment le cas des étudiants qui occupent un emploi estival. Le Bloc demande à étendre le remboursement des cotisations à l'ensemble des personnes qui gagnent moins de 5 000 \$ afin d'inclure les travailleurs qui cotisent et qui n'ont pas droit aux prestations.

- La période de base

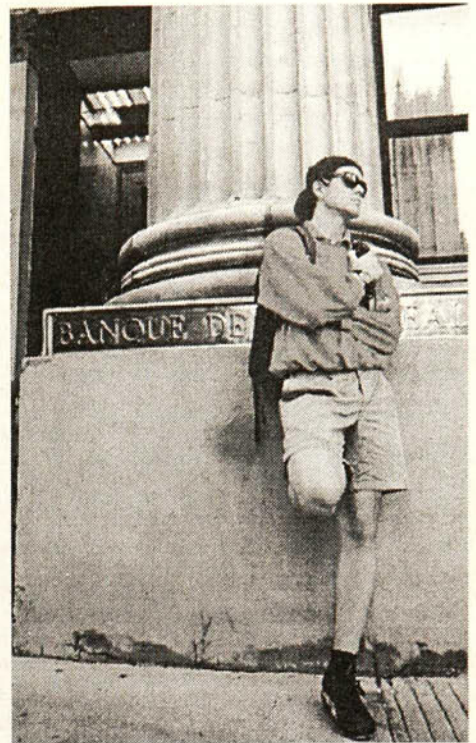
La différence entre la période de référence, 52 semaines, et la période de base, 26 semaines, entraîne parfois des aberrations dans le calcul des prestations. Le Bloc demande le rétablissement de la période de base à 52 semaines. Le Bloc demande également d'établir le calcul des prestations sur le nombre de semaines nécessaires pour se qualifier en se basant sur les semaines les plus rémunérées, afin que les chômeurs ne se retrouvent pas avec des prestations en-dessous de 55 % de leur salaire.

- Gains et assurance-emploi

Actuellement, la loi permet de gagner 25 % du montant de ses prestations, ou un minimum de 50 \$ avant que le montant de la prestation d'assurance-emploi ne soit réduit. Le Bloc demande que ce montant soit le même pour tous les niveaux de prestations, soit 25 % du maximum des prestations et demande que la loi soit plus équitable envers les gens à faible revenu.

LA BANQUE CHARITABLE?

Inspiré d'une loi américaine, l'autre projet du Bloc concerne les banques. Réal Ménard, député bloquiste d'Hochelaga-Maisonneuve, a déposé un projet de loi qui demande aux banques de réaliser l'équité en matière de réinvestissement communautaire. «La philosophie du projet de loi consiste à demander aux banques à charte canadienne d'atteindre un équilibre entre les dépôts reçus et les prêts consentis aux individus et aux entreprises dans les communautés défavorisées», a indiqué M. Ménard. Il a ajouté: «Les banques sont invitées à évaluer leur implication dans leur communauté d'appartenance et à prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer qu'il n'y ait pas de discrimination dans l'accès au crédit. Il s'agit d'une formidable occasion pour les banques de faire preuve d'audace et surtout d'avoir un parti pris en faveur du développement local.»



Le député a expliqué que son projet de loi prévoit que le surintendant aux institutions financières devra évaluer si les banques ont fait des efforts raisonnables en matière de réinvestissement communautaire. Les résultats de cette évaluation seront ensuite remis au ministre des Finances qui sera appelé à les déposer au Parlement et à les rendre publics.

De plus, Monsieur Réal Ménard a l'intention de créer un caucus non partisan comprenant des députés et sénateurs de tous les partis politiques intéressés par la promotion de l'équité en matière de réinvestissement communautaire.

Forcer la main?

Est-il possible de forcer les banques à donner un peu de leurs milliards de profit? Où ira l'argent? Certains députés ont soulevé la possibilité de le remettre à un organisme comme Centraide. Est-ce juste pour tous les organismes qui ne sont pas admissibles aux critères de Centraide? Déjà, des responsables de levées de fonds s'inquiètent de la tournure possible des événements. Les banques seront-elles vraiment généreuses, tendront-elles réellement la main si on leur tord le bras? «L'important est de débattre de la question, répond M. Duceppe. C'est une question importante qu'il faut étudier à fond afin de voir ce qu'il est possible de faire pour aider les plus démunis.»

**Besoin de minis laveuses-sécheuses
pour femmes en difficultés.**

Avant de jeter, appelez Denise English
au Café sur la rue, 597-0238

Le Premier ministre Lucien Bouchard RÉPOND AUX ITINÉRANTS de MONTRÉAL

L'itinéraire espérait rencontrer M. Lucien Bouchard depuis quelque mois. Il aurait ainsi été le premier chef d'État à accepter de rencontrer des itinérants et d'être interviewé par l'un eux. Malheureusement, nous avons attendu en vain et il a été «scoopé» par le Prince Charles qui rencontra un vendeur du journal de rue londonien au début décembre, et le Premier Ministre de Suède, a été interviewé par un itinérant de Stockholm.

Notre entrevue avait pour but de répondre à cette question qui préoccupe les organisations communautaires face aux difficultés économiques du Québec et à l'objectif du déficit zéro de notre gouvernement: «La social-démocratie va-t-elle survivre au Québec en 1998?»

Le Premier ministre a accepté de répondre par écrit à deux questions de la part des itinérants de Montréal. Pour notre édition de début d'année, et en cette période de morosité, nous publions de larges extraits sur les actions du gouvernement présentées par Monsieur Bouchard sous leur meilleur jour.

Pour les pauvres?

Les plus pauvres ont sérieusement écopé cette année avec des coupures qui les précipitent encore plus rapidement vers la grande pauvreté. De plus, la classe moyenne, croulant sous le fardeau fiscal, continue de s'effriter et perd un pouvoir d'achat important pour l'ensemble de notre économie. Qu'entend faire votre gouvernement pour remédier à cette situation ?

Réponse du premier ministre:

Il est faux de dire que ce sont les plus pauvres de notre société qui ont le plus écopé au Québec. Au contraire, mon gouvernement a pris des mesures importantes pour améliorer le sort des 200 000 familles ayant des revenus de moins de 25 000 dollars par an; les moins riches de notre société. Je constate cependant que la restructuration de l'économie et de l'emploi ne réussit pas à intégrer l'ensemble des travailleurs. Cela pose un défi à l'ensemble de la société. Mais il y a des mesures qu'a prises mon gouvernement pour améliorer la situation financière des Québécoises et des Québécois.

La nouvelle allocation familiale, les garderies à cinq dollars, l'absence d'impôt ou la baisse d'impôt pour les revenus faibles et modérés, l'allocation-logement et la poursuite de la hausse du salaire minimum vont dès cette année augmenter les revenus des familles les plus pauvres d'un minimum 400 \$ par année, et jusqu'à 1 400 \$ par année pour les moins fortunés d'entre elles. Mais nous ne nous sommes pas arrêtés là. Nous avons fait plus. Pensons aussi que le Fonds de lutte à la pauvreté a permis de créer 3 500 emplois cette année.

Il y a un an, nous avons signé la clause d'appauvrissement zéro. Nous l'appliquons strictement pour protéger le revenu des Québécoises et des Québécois qui n'ont simplement pas la capacité d'accéder au marché du travail. Je souligne que nous avons indexé ces prestations au cours des deux dernières années. Ils ont maintenant la certitude que leur revenu sera stable, quoi qu'il arrive. En plus, avec les 76 millions de dollars supplémentaires que nous



prévoyons injecter dans la sécurité du revenu, les gens souffrant d'invalidité permanente ou d'une durée indéfinie verront leur chèque mensuel d'aide sociale augmenter de 209 dollars.

De plus, avec le projet de réforme déposé par la ministre d'État à l'Emploi et à la Solidarité, madame Louise Harel, nous allons faciliter la réinsertion en emploi pour les bénéficiaires de l'aide sociale aptes à travailler. En plus de se faire rembourser les frais réels liés au travail, ils verront leurs prestations augmenter de 120 dollars mensuellement s'ils participent à un programme d'insertion à l'emploi, de formation ou un parcours individualisé vers l'insertion sociale, lorsque ces programmes sont disponibles. Celles et ceux qui sont hors du marché du travail à cause d'une contrainte temporaire recevront une aide supplémentaire mensuelle de 100 dollars. Les personnes seules de 55 ans et plus verront également leurs prestations haussées de 100 dollars par mois. Pour stimuler le retour à l'emploi, nous allons

Mais il est clair qu'un des grands défis devant nous demeure la création d'emplois pour les jeunes et la création de 80 000 emplois depuis un an est insuffisante.

accorder une prestation spéciale de 500 dollars à la personne qui, après avoir bénéficié de l'aide sociale pendant trois mois, se trouve du travail. Plus de 40 000 personnes devraient profiter de cette dernière mesure à chaque année.

Clairement, nous nous sommes préoccupés du sort des familles de travailleurs à faible revenu, des femmes seules (ou les couples) avec enfants qui travaillent et qui gagnent peu. Par exemple, nous venons d'éliminer la pénalité de 104 \$ imposée aux 16 000 familles monoparentales bénéficiaires de l'aide sociale qui partagent un logement.

Permettez-moi de faire mention de quelques-unes des autres mesures mises de l'avant par le gouvernement du Québec pour aider les plus pauvres. Le 24 octobre, nous lançons le Fonds de l'économie sociale. Héritage du Sommet sur l'économie et l'emploi, ce fonds utilise de l'argent du secteur privé et du secteur public pour créer des emplois dans le domaine des services. Cela permettra d'améliorer la qualité de la vie de beaucoup de Québécoises et de Québécois.

En novembre, la Loi sur l'équité salariale, une des plus progressistes en Amérique, entraine en vigueur. [...] C'est une énorme victoire pour les femmes du Québec. [...]

Le premier août prochain, le gouvernement du Québec enverra des chèques de remboursement de la TVQ aux Québécois les moins fortunés. Celles et ceux qui gagnent moins de 26 000 dollars par an recevront un chèque qui leur remboursera l'équivalent de ce qu'ils auront dépensé en TVQ depuis le début de l'année. Pour les ménages gagnant moins de 13 000 dollars, le montant du chèque sera supérieur à leurs dépenses de TVQ.

Vous voyez, l'ensemble de ces mesures et les effets qu'elles ont sur le revenu des plus pauvres me permettent de croire que personne n'a été laissé de côté par mon gouvernement et que la population du Québec prend ses responsabilités pour aider celles et ceux qui sont dans le besoin. Mais il est clair qu'un des grands défis devant nous demeure la création d'emplois pour les jeunes et la création de 80 000 emplois depuis un an est insuffisante.

Le pouvoir d'achat de la classe moyenne

La deuxième partie de votre question porte sur la diminution du pouvoir d'achat de la classe moyenne au Québec. Cela n'est plus vrai. En 1998, 75 % des ménages québécois, donc tous ceux qui gagnent moins de 50 000 dollars par an, verront leur impôt réduit de 15 %.

Si vous ajoutez à cela les effets positifs qu'auront sur la classe moyenne la nouvelle politique familiale, qualifiée de la plus généreuse en Amérique du Nord, l'assurance-médicaments, la maternelle à temps plein et les places de garderies à cinq dollars, on peut estimer que la classe moyenne va enfin pouvoir respirer un peu mieux et voir son pouvoir d'achat augmenter en 1998 et au cours des années à venir.

La part des riches?

Encore cette année, les banques ont fait des profits records; les plus riches ont toujours des échappatoires fiscales leur permettant de ne pas payer d'impôt; et les grandes entreprises, qui font des millions de profits, reçoivent des aides gouvernementales énormes (dont la justification n'est pas toujours évidente).

À titre d'exemple, la bouée de sauvetage que vous voulez lancer au Mouvement Desjardins, une institution financière qui croule sous les millions, laisse croire aux yeux du public que les riches ont votre support plus que les autres.

Notre question est donc la suivante: «Qu'entendez-vous faire, en 1998, pour nous prouver que nous avons toujours un gouvernement social démocrate, et quels seront vos gestes pour forcer les riches, les entreprises et les institutions financières à faire leur part?»



Réponse du premier ministre:

Au gouvernement, l'élément central de notre action est la social-démocratie. Au Québec, pour maintenir, moderniser et rendre nos programmes sociaux plus adéquats et mieux adaptés à la réalité d'aujourd'hui, nous avons procédé à une série de réformes importantes, tant en santé, en éducation qu'au niveau de la sécurité du revenu. Ces réformes, combinées à notre effort collectif pour éliminer le déficit du Québec, ont pour objet de sauvegarder les grandes missions de l'État, repenser nos services, raffermir le filet de sécurité social et témoigner de notre solidarité. Je suis personnellement très fier du bilan de mon gouvernement.

Aujourd'hui, nous sommes à 15 mois de l'échéance d'élimination du déficit. Plus des quatre cinquièmes du chemin ont été parcourus. Le plus dur est derrière nous. Les grandes réductions de budget ont été faites et nous nous employons à faire en sorte que le secteur de la santé, en particulier, puisse reprendre son souffle,

l'an prochain, après deux années de restructuration. En 1998, lorsque le projet de réforme de madame Harel sera adopté, nous injecterons 76 millions de dollars dans le système de sécurité du revenu pour aider les bénéficiaires à retourner sur le marché du travail et pour soutenir davantage les gens qui sont dans l'impossibilité de travailler.

Nous pouvons faire dès aujourd'hui la liste de ceux qui ont contribué au sauvetage de notre État et de nos programmes sociaux. Quelque 500 millions de dollars proviennent des grandes entreprises auxquelles l'État a décidé de ne pas rembourser une partie de leurs dépenses de TVQ. Nous avons imposé une surtaxe de 5 % aux banques; les sommes ainsi récoltées sont versées au Fonds de lutte contre la pauvreté. Plus de 700 millions \$ ont été trouvés dans la poche de ceux qui faisaient du travail au noir ou qui ne payaient pas l'ensemble de leurs impôts. Nous taxons maintenant davantage les voitures de luxe. Par dessus tout cela, une réduction de

salaires de 6 % a été imposée aux députés, aux ministres et à moi-même, depuis le premier juillet. [...]

Pour nous, vivre la social-démocratie en plein mouvement de mondialisation n'est pas un concept ou un souhait. C'est un combat de tous les jours. Pour réussir ce combat, il faut réunir deux conditions: la volonté et les moyens. Nous sommes en train de nous donner le moyen de notre social-démocratie.

Ce moyen, c'est la croissance économique, et c'est pourquoi mon gouvernement multiplie les initiatives pour susciter ici une culture d'entrepreneuriat, pour créer des emplois, pour aider l'investissement local ou étranger, pour augmenter l'exportation - notre principale source de richesse - et pour assurer que nos travailleurs et nos entreprises soient compétitifs. Sans richesse, pas de partage de la richesse. Et on ne peut être social-démocrate aujourd'hui sans être aussi préoccupé de croissance.

Une compétition féminine internationale au Sahara

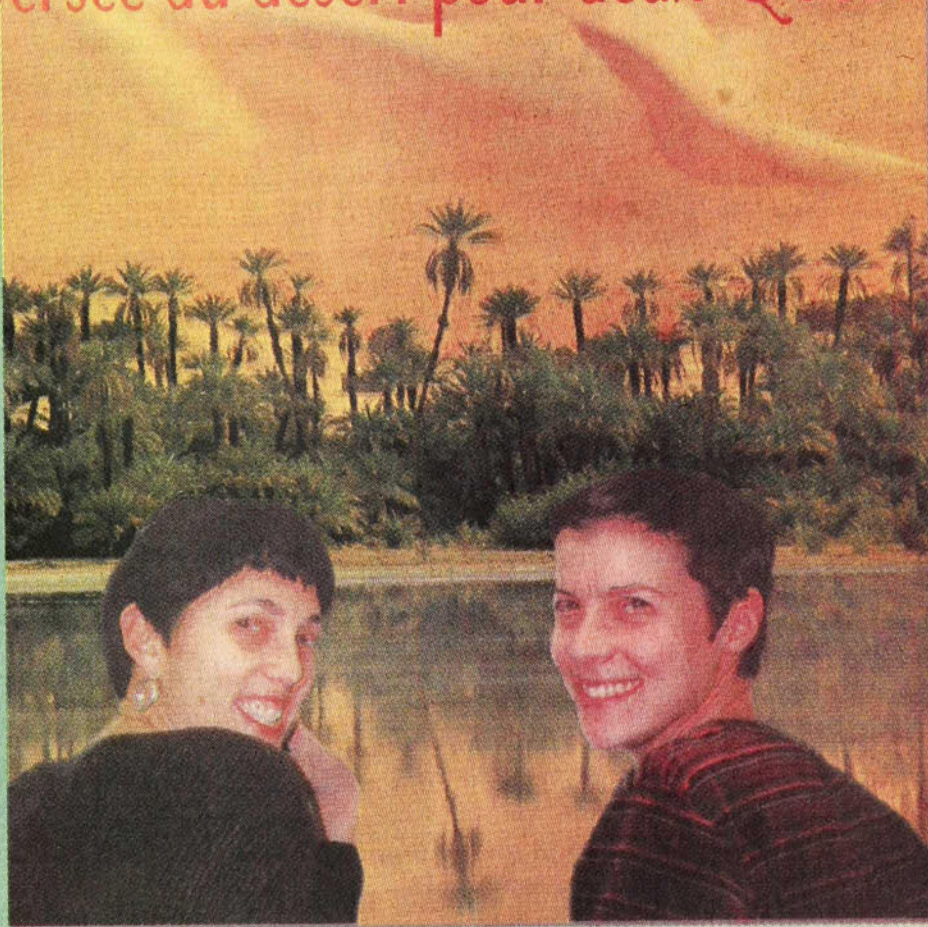
La Traversée du désert pour deux Québécoises?

CATHY BAZINET

Ni les tempêtes, ni l'enlèvement dans le sable n'effraient Chantal Henry et Lucie Trudelle qui se transformeront, du 28 avril au 6 mai 1998, en gazelles du désert au Maroc... Effectivement, dans l'immensité du Sahara, sous un soleil de plomb, elles seront une soixantaine à participer au Trophée Aïcha des Gazelles, un rallye automobile exclusivement féminin. Issues de tous les milieux, elles ont un point en commun: leur courage. Et il en faut! Parcourir plus de 2500 km en 10 jours dans un 4x4 avec seulement une règle, une boussole et une carte tient de la bravoure... Une entrevue avec deux intrépides aventurières qui veulent relever le défi... si elles trouvent avant les 35 000\$ nécessaires!

Elles ont les cheveux courts, l'allure sportive et de la détermination dans le regard. Habitues à vivre dans la course folle des médias, ces deux bachelières en communication travaillent au Réseau de l'information (RDI) depuis trois ans. Voyageuses dans l'âme, elles ont déjà visité plusieurs pays d'Amérique du sud et centrale, d'Europe et du Moyen-Orient. Ne manquait plus à leur insatiable appétit de l'aventure qu'un défi sportif qui mettrait à l'épreuve leur pouvoir d'adaptation.

C'est Lucie qui prendra les commandes du 4x4. Pilote émérite, elle a déjà suivi plusieurs entraînements de conduite sur glace et sur terrains accidentés. De son côté, Chantal assumera la navigation à l'aide d'une carte topographique... vieille de 20 ans! Enthousiaste, elle raconte comment se déroulera une journée typique du rallye: «On se lève à cinq heures du matin, en pleine noirceur. Vers sept heures, on a une réunion pour déterminer le nombre de balises

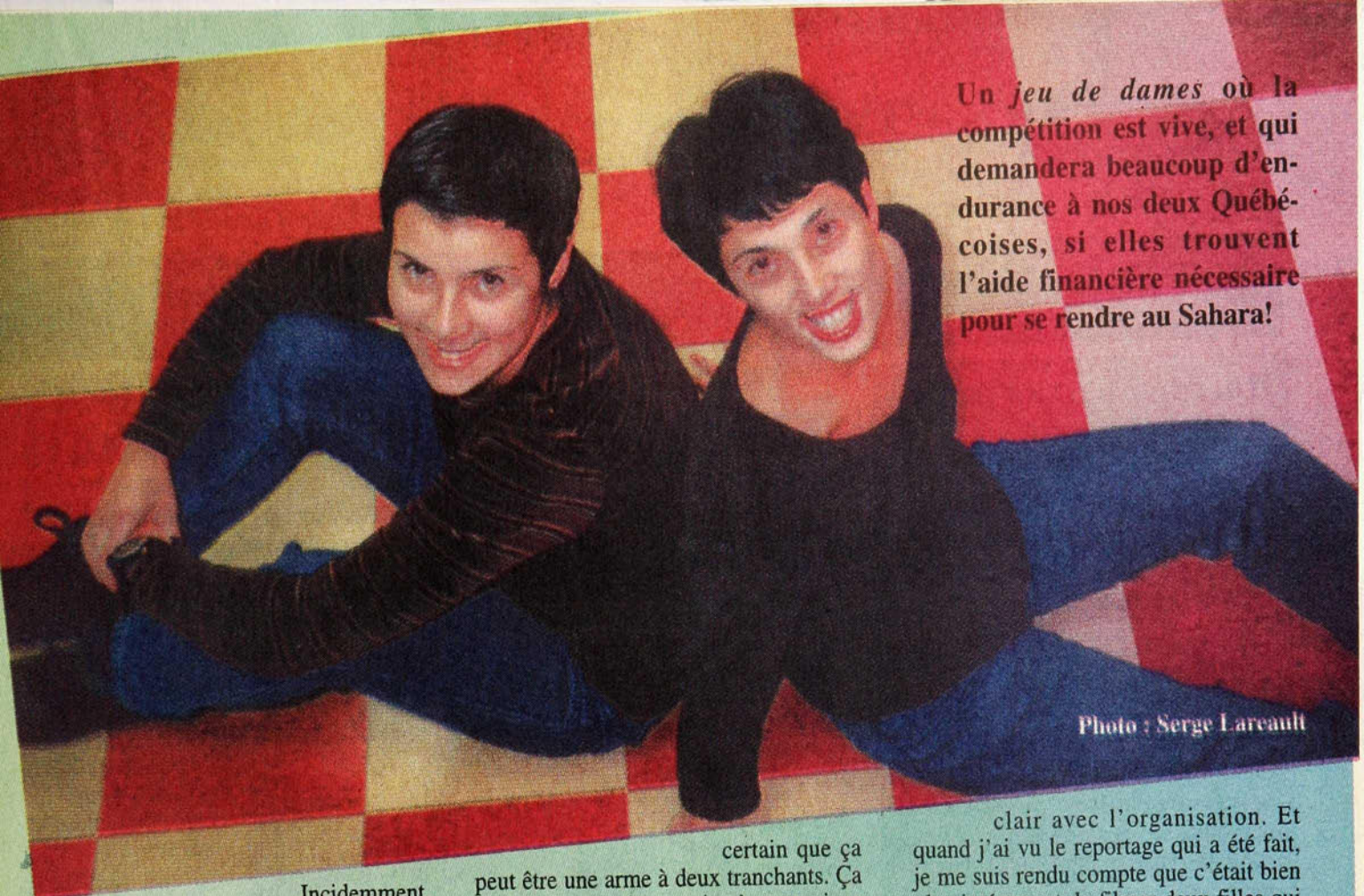


à trouver et les épreuves spéciales à effectuer. Parce qu'en plus de trouver les drapeaux rouges, il faut soit escalader, courir, etc., pour réussir l'épreuve! On va parcourir les dunes pendant 10 à 12 heures par jour, pour revenir complètement vannées au bivouac le soir. Le temps de vérifier l'équipement, de souper, de monter la tente et ensuite, une nuit de sommeil bien méritée!»

Faut-il être un peu masochiste pour se placer volontairement dans une situation aussi hasardeuse? Pas si

l'on en croit Chantal qui voit dans la course une chance unique de puiser dans ses ressources personnelles, à la recherche de quelques réponses. «Pour moi, il y a deux courses: le rallye et le côté personnel. C'est un peu un voyage initiatique. J'approche de la trentaine et il y a plein de choses que je remets en question. C'est sûr que je n'aurai pas tout le loisir de penser à ça, mais ça va me permettre de me retrouver. Pour moi, ça va marquer une étape».

Quand on s'apprête à vivre une expérience aussi intense, il devient primordial de choisir une partenaire avec qui on a des affinités, ou du moins avec laquelle on ne risque pas de se crêper le chignon... «Ce n'est pas facile de vivre 24 heures sur 24 avec quelqu'un. Il y a une promiscuité qui n'est pas toujours évidente. Tu passes 12 heures dans l'auto et tu te retrouves dans une petite tente pour dormir. Mais, puisque je travaille déjà avec Lucie, je la connais bien. Je crois que le fait que nous ne sommes pas des copines d'enfance est un avantage... parce que quelquefois, dans des situations difficiles, des problèmes antérieurs peuvent surgir».



Un jeu de dames où la compétition est vive, et qui demandera beaucoup d'endurance à nos deux Québécoises, si elles trouvent l'aide financière nécessaire pour se rendre au Sahara!

Photo : Serge Larcault

Incidemment, c'est une copine d'enfance qui a d'abord parlé à Lucie du rallye. «On avait prévu faire la course ensemble. Quand j'ai dit ça à Chantal, elle m'a lancé à la blague: «Si ta partenaire tombe malade, c'est moi qui la remplace!» Eh bien ma copine n'est pas tombée malade, mais elle a eu la chance d'obtenir un travail en Europe et c'est Chantal qui était bien contente de prendre sa place!»

Médiatisation de l'événement

Chantal et Lucie ne sont pas les premières Québécoises à participer au rallye. En 1995, une équipe du Québec s'est classée en quatrième place et a remporté le titre de recrue de l'année. Les comédiennes Sylvie Legault et Danielle Proulx ont pris part à la course l'an dernier, suivies d'une caméra. On a donc pu voir leurs exploits lors d'un reportage diffusé à RDI qui a grandement aidé à faire connaître l'événement; huit équipes québécoises sont déjà inscrites. «Cette année, il y aura une couverture médiatique générale des équipes québécoises. Il est

certain que ça peut être une arme à deux tranchants. Ça met de la pression, mais c'est aussi un atout pour se trouver des commanditaires».

Un défi important, dans le contexte économique actuel. Il est difficile de dénicher des commanditaires qui veulent se lancer dans cette audacieuse entreprise... surtout qu'il leur faut amasser la modique somme de 35 000 dollars! Heureusement, elles ont pu compter, jusqu'à maintenant, sur la participation de SNC Lavalin qui avait déjà commandité le tandem Legault-Proulx.

Sylvie Legault est intarissable lorsqu'elle parle de son expérience dans le désert. La seule chose qui a un peu gâché son plaisir, c'est la présence de la caméra-voyeuse qui lui a valu la méfiance de l'organisation du rallye: «On revenait souvent au bivouac les premières. Il y en a qui disaient qu'on était aidées par les gars de l'équipe télé. Mais ils n'avaient pas de carte ni de boussole, c'est nous qui devons veiller à ne pas les perdre... On a dû mettre ça au

clair avec l'organisation. Et quand j'ai vu le reportage qui a été fait, je me suis rendu compte que c'était bien plus intéressant de filmer deux filles qui s'engueulent et qui sortent de la douche que de les voir crier de joie lorsqu'elles trouvent une balise. Mais notre mandat c'était de médiatiser l'événement et on a réussi un maudit bon coup!»

Au-delà des pépins, la comédienne avoue volontiers qu'elle a eu beaucoup de plaisir à vivre dans le pays des chameaux: «J'ai vécu des beaux moments d'introspection, de rire et de réflexion. La nuit, c'était formidable avec la lune et la multitude d'étoiles. La paix. Quelquefois, j'avais envie d'être loin de tous pour pouvoir goûter à ma chance.»

En fait, j'oubliais, il y a bien une chose qui effraie Chantal. Les insectes du désert. «La seule chose dont j'aie réellement peur, c'est les bébittes... comme les scorpions. On a d'ailleurs une petite trousse de secours au cas où une bestiole du désert nous piquerait... j'espère de tout coeur ne pas avoir à m'en servir!»



Nouvelles internationales par Cylvie Gingras
Ces informations proviennent de
différents journaux de rue à travers le monde.

Un itinérant stand-up comique londonien

L'itinérance n'est pas souvent traitée comme une situation drôle. C'est ce que fait Ripley Bogle, en exploitant la rue comme un théâtre, lit-on dans le Big Issue londonien.

«Allô! Je suis humide, je dégoutte et j'ai froid! J'ai dû me sauver des tapettes et je n'ai rien mangé depuis trois jours!» C'est ainsi que se présente Ripley Bogle, né à Belfast et âgé de 21 ans, le premier stand-up comique itinérant. Il mendie des cigarettes, raconte des jokes et si vous avez quelques heures devant vous, il vous racontera sa vie.

Dans un style drôle, Bogle a écrit une histoire de 300 pages remplies d'épreuves. Il en fait une comédie contemporaine. Richard Hurst, un directeur de théâtre, voulait d'abord en faire une adaptation, mais il a décidé de la faire jouer telle quelle, par Bogle.

«Bien sûr que ce n'est pas un théâtre petit comme une boîte de chaussures qui va offrir un portrait réaliste de l'itinérance, mais il n'y a rien comme de regarder une pièce qui traite de l'itinérance pour vous faire sentir désagréablement conscient du toit que vous avez sur la tête et du drink qui vous attend là, sur la table», de dire Bogle.

Une assistée sociale gagne son procès contre le gouvernement albertain ELLE DEVAIT VIVRE DANS UN GARAGE!

Theresa McBryan et ses amis ont célébré sa victoire: la Cour lui a accordé un droit d'appel sur son admissibilité à l'aide sociale. C'était une première dans l'histoire de l'Alberta. Our Voice, journal de rue de Calgary, révèle que jamais auparavant, le ministère des Services sociaux n'avait été poursuivi en justice suite à une décision contre un prestataire de l'aide sociale.

Theresa McBryan recevait une prestation mensuelle de 394 \$. En février 1997, le ministère des Services sociaux a refusé de lui remettre son chèque mensuel, alléguant qu'elle avait été absente lors de séances de formation au travail auxquelles elle était tenue d'assister. De plus, le ministère l'a accusée de ne pas s'être présentée à son rendez-vous avec son conseiller en emploi et a interprété cette omission comme un manque de disponibilité dans le cadre de ce programme.

Dans les faits, McBryan s'est absentée 10 jours à cause d'une bronchite et de maux de dos. Auparavant, une sinusite l'avait empêchée de suivre la formation durant cinq jours. À son retour, on lui a appris qu'elle avait été évincée du programme et qu'elle ne recevrait plus d'aide sociale. Depuis février 1997, elle vivait dans le garage d'un ami.

En avril, Theresa McBryan en a appelé de la décision du ministère des

Services sociaux, mais on ne l'a pas réintégrée comme prestataire. Sur les conseils de son amie avocate, elle a poursuivi le Ministère en justice. En cour, l'avocat représentant McBryan a clairement établi que sa cliente n'avait pas obtenu une audition juste lors de son appel. Les raisons inscrites par son médecin traitant sur le certificat médical ont été refusées et on ne lui a pas donné l'occasion de s'expliquer devant le comité d'appel.

Au vu de la preuve, le juge a commenté: «Le comité d'appel et le ministère des Services sociaux ont accordé beaucoup d'importance à quelque chose d'aussi insignifiant qu'un rendez-vous manqué, et Madame McBryan a affirmé qu'elle croyait pouvoir s'y rendre à une date ultérieure et

ça, c'est important. Le comité aurait dû interroger les fonctionnaires du ministère et la prestataire. Compte tenu que cela n'a pas été fait, alors il ne peut y avoir eu d'audition juste pour la prestataire.» Le juge s'est opposé à la décision rendue contre McBryan et a ordonné une nouvelle audience du comité d'appel où ne devra siéger aucun des membres présents lors du premier appel. Le juge a aussi statué que le comité d'appel avait failli en ne donnant pas les motifs pour lesquelles il avait jugé que McBryan refu-



sait d'être disponible pour suivre le programme. De plus, le juge Binder a émis une sévère recommandation au comité d'appel: s'efforcer sincèrement d'accélérer les procédures et fournir les motifs pertinents de ses décisions.

Lors de la seconde audition, on a permis à McBryan de ré-examiner le dossier, de confronter le responsable du programme, ainsi que ceux qui avaient décidé de couper ses prestations. De plus, elle était accompagnée de son médecin traitant qui, sous serment, a témoigné des raisons médicales pour lesquelles Madame McBryan s'était absentée.

Elle devra payer quand même!

Lorsqu'a été soulevée la question des frais judiciaires, les conseillers du ministère des Services sociaux ont allégué ne pas avoir l'argent pour régler la facture et que le ministère n'est jamais allé en cour à ses frais. Madame McBryan devra payer la note de 1 500\$ en frais d'avocat.

Après que le juge eut remis la facture à Theresa McBryan, son avocat a expliqué: «C'était très difficile: Theresa et ses amis ont passé beaucoup de temps à amasser des fonds. Les gens qui sont dans la même situation que ma cliente n'ont pas les moyens d'aller en justice et les tribunaux existent pour protéger les Albertains. Nous souhaitons que les personnes qui se sentent jugées arbitrairement par le ministère et à qui on a coupé leurs prestations d'aide sociale ne se sentent pas seules. Vous pouvez défier le système. Malheureusement, le seul fait de demander une révision coûte 200 \$.»

Pam Barrett, chef du NPD albertain, conclut: «C'est une honte que des citoyens doivent aller devant les tribunaux pour obtenir justice, alors que le gouvernement albertain devrait être compréhensif et juste. J'espère que cet exemple servira de leçon au gouvernement.»

QUE RESTE-T-IL... D'UNE CIGARETTE?

DENIS MUNGER

Collaboration spéciale

En ce début d'année 98, combien d'entre nous vont prendre la résolution d'arrêter de fumer? Il me vient une question: «Vous êtes-vous déjà demandé combien, au Québec seulement, il se consomme de paquets de cigarettes par jour? Les sommes exorbitantes mises en jeu par les commandites indiquent d'ailleurs l'ampleur de ce marché. À partir de ces chiffres, on peut estimer la consommation quotidienne au Québec à deux millions de paquets de cigarettes. pour la région montréalaise, 500 000 paquets! Ce n'est pas peu dire! Si l'on pense qu'en plus de la cendre et de la fumée, chacun de ces paquets produit 35 déchets solides différents.

L'allure inoffensive de chacun de ces éléments - carton, plastique et aluminium - n'en constitue pas moins une menace de pollution visuelle et autant d'occasions ratées d'augmenter le volume de récupération qui, si on s'y mettait, permettrait de créer un grand nombre d'emplois au lieu d'engraisser les dépotoirs.

Pour s'en convaincre, il suffit de constater le nombre impressionnant de paquets qui jonchent la voie publique et les aires de stationnement du centre-ville. Chacun risque de transformer la ville en véritable dépotoir.

Anatomie d'un paquet de cigarettes
2 cartons plats encrés
4 papiers en aluminium
et 20 ou 25 mégots

Il est certain que la récupération de deux millions de paquets de cigarettes fumées quotidiennement représenterait le retour de plusieurs centaines de conteneurs de carton et d'aluminium. Cela se traduirait aussi par des milliers de tonnes dans l'économie locale.

Vous rappelez-vous les collectes des papiers en aluminium des paquets de cigarettes pour l'achat de fauteuils roulants? Légende ou pas, c'était une belle démonstration de solidarité sociale. La création d'emploi chez nous et le respect de

l'environnement ne sont-ils pas deux bonnes raisons pour plier carton et papier d'aluminium d'un paquet de cigarettes au lieu de le jeter sur le trottoir?

Loin de moi l'idée de culpabiliser qui que ce soit. Étant moi-même fumeur, je désire seulement soulever le potentiel de récupération de ce bien de consommation si controversé au moment où sa publicité fait l'objet de tant d'attention.

Il est possible de penser que l'établissement d'une consigne, comme pour les bouteilles, (un sou noir par paquet) par les producteurs de tabac pourrait assurer la mise en place de tout un pan d'économie nouvelle.



Une parole sur la place . . .

Bravo

L'itinéraire!

Une sérieuse implication . . .

Les Soeurs de la Providence
Province Notre-Dame



Me Bertrane Royer
AVOCATE

spécialisée en droit carcéral
(libérations conditionnelles)

3689, rue Saint-Hubert
Montréal (Québec)
H2L 3Z9

Téléphone : (514) 522-5549
(514) 522-4025
Télécopieur : (514) 522-7626

LES ADOS ET LE sida

BRYAN DIONE

Plus de 30 millions de personnes, dont quatre millions d'enfants, sont infectés par le virus du sida. Le Québec ne fait pas exception puisqu'il y a ici, plus que partout ailleurs au pays, des jeunes âgés de moins de 15 ans atteints du sida. Au 30 juin 1997, dans cette catégorie, 87 des 123 cas diagnostiqués provenaient du Québec.

Selon le programme de surveillance du sida du Québec, la tranche des 15 à 29 ans représente 16,5 % de tous les cas de sida chez les hommes et 25,5% chez les femmes. Depuis 1979, la source d'infection de mère à enfant a contaminé 72 enfants de moins de 15 ans. Dans la région de Montréal-Centre seulement, on a dénombré 63 cas. Toujours depuis 1979, on a relevé 192 cas, dont 32,8% de femmes et de 67,2% d'hommes.

C'est que les préjugés sont encore tenaces chez ces jeunes qui, malgré les campagnes de prévention et d'information, se fient encore à l'apparence, à la classe sociale ou au niveau d'instruction comme critères d'évaluation de la séropositivité d'une personne. Quand des jeunes affirment: «J'ai baisé sans condom, elle est "clean": elle vient de l'Île-des-Sœurs»; «Baise pas avec lui, il est à risque parce qu'il a un tatouage», ils démontrent bien les faux critères sur lesquels ils se basent. Le DSC (département de santé communautaire) de l'hôpital Saint-Luc offre un programme de dépistage et de recherche sur le sida. Selon Mme Diane Labrie, infirmière: «Le milieu dans lequel gravitent les jeunes influence beaucoup leur attitude face aux dangers que représente le sida. Les jeunes de 17 ou 18 ans se retrouvent entre eux et, avec leurs semblables, ils croient qu'il n'y a pas de risques. Par exemple, les jeunes de la rue sont solidaires, alors ils se font confiance. Ceux des banlieues ont le même comportement, et c'est de cette façon que naissent les préjugés, tels l'apparence ou la consommation de drogue. Les comportements diffèrent et alimentent les préjugés.»

Plusieurs jeunes éprouvent aussi diverses difficultés d'ordre social et doivent vivre leur sexualité dans la clandestinité. Cette situation laisse peu de place à une protection adéquate. Parmi ces jeunes utilisant des drogues intraveineuses, l'échange de seringues est pratique courante. «Par contre, ils sont plus attentifs aux risques reliés à l'échange de seringues qu'à ceux des relations sexuelles sans condom», poursuit Mme Labrie.

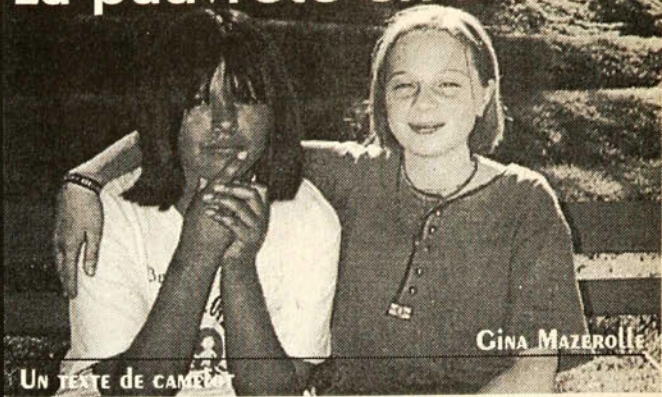
Les risques de propagation du virus du sida et l'hépatite C demeurent très élevés. Environ 10 % des consommateurs de drogues injectables sont porteurs du VIH; le double au centre-ville de Montréal. On distribue 250 000 seringues dans les rues de la ville, chaque année, ce qui devrait contribuer au ralentissement de l'épidémie, mais cela demeure incertain.

Importance d'une information pertinente

Le comportement et l'insouciance des jeunes sont plutôt inquiétants malgré l'information et la prévention véhiculées auprès des jeunes en milieu scolaire, familial, communautaire et social. «Les jeunes ont leur propre caractère, certains sont hypersensibles alors que d'autres, frustrés, refusent l'information. J'ignore si l'éducation sexuelle donnée dans nos écoles est à la hauteur», ajoute Mme Labrie.

«L'information dans les médias est contrôlée: on nous parle de ce que les gens veulent bien entendre, poursuit Mme Labrie. Il est évident que les parents et les professeurs manquent d'outils et ne savent pas où se procurer l'information nécessaire.» Pourtant, il existe au Québec un réseau d'organismes et de ressources venant en aide aux personnes qui désirent en savoir davantage sur le sida et autres M.T.S. Pour les parents qui désirent obtenir des renseignements pertinents, il existe le Centre Pierre Héneault, situé au 823 Laurier Est, à Montréal, le numéro de téléphone: (514) 273-8603; la clinique L'Actuel: (514) 524-1001; et le DSC de l'hôpital Saint-Luc: (514) 281-2184

La pauvreté en Bolivie



Il y a quelques mois, je vous ai parlé d'Angèle Séguin, une femme qui, pour écrire une pièce sur l'itinérance, voyage un peu partout dans le monde afin de mieux comprendre la pauvreté et l'errance. Je vous ai parlé de son périple à New York, mais voilà qu'elle arrive de Bolivie, plus enrichie que jamais... de ce sujet inépuisable.

«J'avais l'impression qu'il y avait plus de monde dans les institutions carcérales qu'en dehors», raconte Angèle. On devrait trouver des solutions pour les gens hors normes. Qui sont ces gens qui refusent de vivre dans des petites boîtes? On a beaucoup à apprendre de ces gens-là. Je travaille sur la pièce depuis trois ans. Je suis allée du nord au sud. Il y a eu sur ma route des gens qui m'ont emmenée où je devais aller.»

La différence et l'intolérance

«On a une grosse peur de la différence, raconte toujours Angèle. Mais plus on va comprendre, mieux on va vivre en harmonie. De nos jours, on vit dans une société avec des normes et il faut entrer dedans pour ne pas être exclu. Il faut laisser les gens un peu plus libres d'espérer. Est-ce que nous, comme être humain, on n'erre pas en essayant de trouver des normes et des solutions trop facilement?»

Selon Angèle, les pauvres ont beaucoup à nous apprendre. C'est pourquoi elle voyage tant et cherche à en savoir davantage. Sa devise est: «Mieux comprendre pour mieux faire comprendre.» C'est important pour moi de comprendre comment les choses se passent. J'ai besoin de communiquer avec les gens pas seulement intellectuellement, mais aussi sur le plan du cœur. Est-ce qu'intérieurement ces gens-là vivent les mêmes expériences au Québec, à New York et en Bolivie? L'important c'est de faire le cheminement pour accepter quelqu'un d'autre qui est différent de nous, car on a peur d'être envahis. Il faut s'ouvrir à la différence.»

La Bolivie

«Les gens dans la rue, on les regarde à la lumière de principes économiques. Mais les itinérants sont aussi profondément humains. Nous sommes-nous déjà demandé ce que la personne dans la rue peut apporter à la société? Il n'est pas facile de se faire regarder comme un déchet», dit-elle.

Suite en page 29

Grand-môman Aline



avec les petits

On parle sans cesse de conflits de générations. Hélas, ça existe malheureusement, et c'est déplorable. On parle aussi de personnes âgées qui ne savent plus quoi faire. Cependant, il y a toujours des moyens pour remédier à certaines de ces lacunes dérangelantes. Dans mon quartier, à Montréal-Est, je participe au "Programme AVEC": Aînés, Ville, Enseignants, Citoyens.

On a créé un groupe d'aînés qui participent au projet "Bri, Cou, Cui" (Bricolage, Couture, Cuisine). Une quinzaine de personnes âgées vont à l'école primaire pour aider les enfants dans leurs exercices pratiques.

Les professeures intéressées s'impliquent beaucoup. Sans elles, nous ne pourrions rien. Elles sont dynamiques et ne comptent pas leurs heures. Bien entendu, nous avons quelques commanditaires, car ça prend des sous pour réaliser les belles choses que fabriquent les enfants. Il est passionnant de voir tout ces petits bouts de chou manier ciseaux, aiguilles, feutrines, etc. C'est enrichissant pour nous, car nous nous sentons utiles. Que dire des biscuits qu'ils préparent pour emporter à la maison? N'oublions pas que ce sont des enfants âgés entre cinq et dix ans. Il faut les voir avec le miel, la margarine et le beurre d'arachides!

Que ce soit la Fête des Mères ou celle des Pères, Pâques, l'Halloween ou Noël, ils font quelque chose pour leurs parents.

Entre autres choses, parlons de l'étui à crayons parfaitement cousu à points doubles par des enfants de neuf ans. Mon préféré c'était celui d'un garçon: «Chut! Il ne faut pas le dire, les autres seraient déçus». Du porte-clés au point de croix

jusqu'au vitrail en passant par le bas de Noël des petits de la maternelle, tout y passe. Je ne peux pas tout énumérer, ce serait fastidieux.

Parlons maintenant de la journée "Merci". C'est la dernière de l'année et c'est très spécial. Nous partageons une collation avec nos petits trésors. Chacun des aînés a droit à une carte et à un bibelot fabriqués de leurs propres mains. Pour l'occasion, les professeures ont composé une chanson sur l'air de «Sur la route de Berthier». Ils ont dû faire pratiquer ces enfants, car les tout-petits de six ans ne peuvent pas tous lire les mots: c'est du par coeur. C'est touchant et ça nous met le coeur à l'envers. Croyez-moi, c'est un très beau projet qui permet le rapprochement des générations.

Ça fait plaisir de rencontrer ces enfants qui nous reconnaissent sur la rue et qui nous appellent grand-maman et grand-papa. Eh oui! Il y a aussi des grands-papas dans notre groupe.

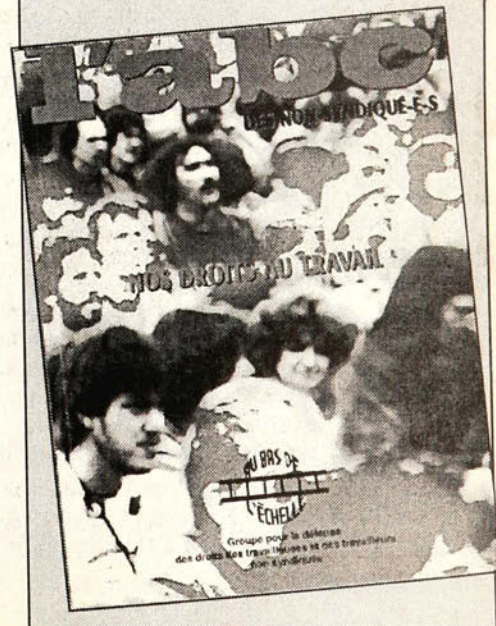
Et pour comble de bonheur, cette année, nous avons gagné un prix. Imaginez, le premier prix dans le domaine "organisme". C'est le prix Marcel de la Sablonnière. Nous ne sommes pas peu fiers de cet honneur. Une belle plaque trône dans le hall de l'hôtel-de-ville.

Voilà qui prouve qu'avec de l'imagination et de la bonne volonté, on peut accomplir de belles choses et faire mentir ce dicton qui veut que les aînés soient tous des croulants. Et ce n'est pas fini, on continue pour la quatrième année. Chez nous, il n'y a pas de place pour les conflits de générations et tout se passe dans l'amour.

L'ABC DES NON-SYNDIQUÉ-E-S

BRYAN DIONNE

Le groupe "Au bas de l'échelle" pour la défense des droits des travailleuses et des travailleurs non syndiqués, lance le livre L'ABC des non-syndiqué-e-s, nos droits au travail. Cet ouvrage à caractère éducatif se veut un outil d'information sur le milieu du travail et ses lois. Le salaire, les congés et la sécurité au travail sont quelques thèmes abordés dans ce livre. Le groupe "Au bas de l'échelle" considère que les travailleuses et les travailleurs doivent compter sur des normes du travail strictes et justes en raison du contexte économique. Ce livre vulgarise les lois et les justifie par des exemples simples et précis. Les jeunes employés sont souvent exploités par leurs patrons. Un guide comme celui-ci informe sur les droits des travailleurs et insiste sur les solutions en cas de problèmes. "Au bas de l'échelle" se voulant un groupe engagé, on nous fait part de leurs revendications, par exemple, offrir gratuitement les services juridiques à toute personne salariée exerçant un recours à la commission des normes du travail. Pour se procurer L'ABC des non-syndiqués, communiquer avec le groupe "Au bas de l'échelle" au (514) 270-7878.



LA VIE D'UNE TRANSSEXUELLE

Une forme d'itinérance

Ce que vous commencez à lire à cet instant même n'est pas la transcription d'une émission de télévision, ni un extrait de journal, mais plutôt la réalité pure et simple.

Depuis octobre dernier, je fréquente le journal L'Itinéraire en tant qu'élève en classe d'écriture journalistique, ainsi que comme réceptionniste bénévole. C'est en côtoyant ces hommes et ces femmes, mes charmants nouveaux amis que j'ai compris comment ce qu'est que de se retrouver dans la rue.

J'ai moi aussi ressenti l'angoisse et la frousse d'être quasi dehors, pas plus tard que l'été dernier. À vrai dire, ma connaissance des itinérants était bien innocente. Comme beaucoup de gens, j'avais en tête le préjugé stéréotypé qu'un itinérant c'était quelqu'un qui couche sur un banc de parc.

Le fait de vivre comme une femme dans un corps d'homme fait de moi une personne différente des autres, marginale et étant perçue à tort, comme un travesti, j'en suis arrivée à voir et à vivre les mêmes réalités difficiles de la vie que celle des itinérants telles la quête d'argent, la clandestinité, l'exclusion et la solitude. Bref, je vis aussi une forme d'itinérance. Mais, honnêtement, je ne me plains pas du choix de vie que j'ai fait parce que ma priorité de vie c'est d'être d'abord et avant tout MOI.

Contrairement à une bonne majorité de mes consoeurs, je n'ai rien (ni l'âge) d'une Barbie, et je n'ai pas de talent artistique non plus. Je ne suis pas une "chanceuse": je ne possède pas l'aisance financière que procure une vie familiale, mais ne vous en faites pas: je n'ai pas encore emprunté un coin de trottoir, bien que j'y ai déjà pensé en maudit, croyez-moi, mais la madame que je suis peut pas faire ça!

Vous qui poursuivez la lecture de mes mots, je peux percevoir vos réactions à la suite de mes expériences et commentaires, pourtant bien vrais. Les manquements d'une société hypocrite et bornée ainsi que le "système" n'aident vraiment pas une personne à s'en sortir. Par exemple, le fait de ne pas pouvoir me trouver un emploi



REBECCA STACEY

"normal" salarié, alors que je veux tellement travailler! Et que dire d'être obligée de rester "en chambre, au mois" parce que ça demande moins de paperasse pour répondre aux questions du B.S.! En effet, puisque je n'ai pas eu de chirurgie pour changer de sexe, mon prénom masculin ne peut pas être changé sur mes pièces d'identité. Oui, c'est mêlant et c'est surtout dérangeant! Ce n'est pas seulement une question de prénom, mais surtout pour ce que l'on sait "de ce qui pend là, en dessous".

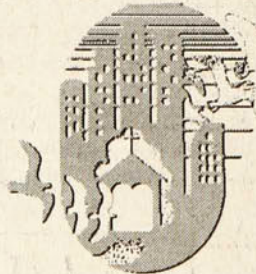
Pourtant, au début d'une quatrième année de transition et de vie au féminin, j'ai pu récolter trois ans de travail et de bénévolat avec succès, références et même mentions d'honneur. En voulez-vous? En v'là! Alors pourquoi ne me donne-on pas la chance de travailler comme salariée, afin de prouver concrètement ma compétence et ma performance?

Je suis donc déçue et inquiète de cette supposée société ouverte et tolérante. Face

à des excuses, (même si elles sont polies) et face au rejet, je suis forcée de survivre, donc de n'avancer à rien, accrochée à un chèque de la Sécurité du revenu au montant de 590 \$ par mois. De plus, être une bonne fille en participant à des programmes d'employabilité et accepter d'être exploitée par certains employeurs vaut 20 \$ de plus!

Pour avoir vécu ça, je peux affirmer que ce n'est pas tout le monde qui comprend ce qu'est emprunter au beau milieu du mois et être cassée en commençant l'autre. En "bummant" un 10 \$ icitte et un 20 \$ là, j'essaie de ne pas devenir frustrée, mais plutôt de continuer à me battre et à foncer en dépit du système qui ne fait rien pour m'appuyer. Au contraire, si je ne m'intègre pas dans le système, on coupera dans mon maigre revenu! Bien sûr, je sais pertinemment que ce n'est pas ma présente chronique d'opinion qui va changer tout demain matin ni ralentir Monsieur et Madame Tout-le-monde qui dénoncent haut et fort les assistés sociaux. C'est pourtant souvent ces mêmes Monsieur et Madame Tout-le-monde qui rejettent une personne démunie, peu importe la façon dont ils s'y prennent, dans notre société dite moderne et compatissante. Le monde a encore beaucoup à faire avant de se qualifier "à la mode" de nos temps présents, pourtant en constante évolution.

BonSecours Inc.



Centre de réhabilitation pour démunis
alcooliques/toxicomanes de 25 ans et plus

Admission
de 9 à 16 heures
565, Dublin

(514) 935-8882

**CAMPEAU
OUELLET
NADON
BARABÉ
CYR
DE MERCHANT
BERNSTEIN
COUSINEAU
HEAP
PALARDY**

AVOCATS

1406, rue Beaudry
C"P" 95, Succursale «C»
Montréal (Québec)
H2L 4J7

Téléphone: (514) 528-7228
Télécopieur: (514) 528-1353

Mandat d'aide juridique accepté
ASSURANCE-CHÔMAGE-DROIT DU TRAVAIL-AIDE SOCIALE-LOGEMENT-RÉGIE DES RENTES

MES VOISINS ROGER ET RITA

Mon voisin Roger et sa douce moitié Rita n'aiment pas ma façon de penser. Pas besoin de vous dire que ma dernière chronique sur les States a mis ces fervents abonnés de la Floride dans tous leurs états. Roger, qui n'en manque pas une pour me faire "pomper", m'a téléphoné hier pour me dire combien il était fier que les États-Unis aient réussi à ramener l'Irak au pas. «La planète est safe astheure», m'a dit Roger, que je surnomme amicalement ti-rat. «Une chance que les States sont là pour protéger la démocratie et les droits de l'homme contre les "communisses" et les "islamisses"», a-t-il dit dans son cellulaire.

J'ai rappelé à Roger qu'après la guerre du Golfe, entre 1992 et 1996, le Koweït a consacré 4,1 milliards \$ à l'acquisition d'armes sophistiquées et que, là-dessus, comme par hasard, les États-Unis ont obtenu le gros des commandes. Le principe du retour d'ascenseur s'appliquerait-il aussi pour les actions "humanitaires" américaines? lui ai-je demandé. «Pis après? Y'a rien là, m'a dit Roger; l'important c'est que le Koweït soit libre.»

«Excuse-moi mon ti-rat, mais tout ce que les Américains ont libéré durant la guerre du Golfe, ce sont les puits de pétrole. Le peuple koweïtien, lui, est encore opprimé par des cheikhs dictateurs», ai-je crié dans le téléphone.

Les États-Unis refusent toujours de signer le traité d'interdiction des mines antipersonnel et sont numéro un mondial des marchands d'armes. Malgré cela, ils sont vus comme des défenseurs des droits de l'homme! C'est-y pas beau ce que les médias de masse et la propagande gouvernementale peuvent faire? Ça réussit même à faire oublier que les Américains ont placé et soutenu au pouvoir plusieurs dictateurs tels que Mobutu, Noriega,

Marcos et le shah d'Iran. En même temps, ils ont toujours financé outrageusement des mercenaires pour renverser des gouvernements élus démocratiquement, que ce soit au Nicaragua, au Chili ou au Panama.

Mais ce n'est pas tout. Les gouvernements américains n'ont reculé devant rien depuis plus de 37 ans pour diaboliser Fidel Castro. Un document de 1 500 pages, relatant toute une série de coups élaborés par des "cerveaux" du Pentagone pour compromettre Fidel, vient tout juste d'être rendu public. En même temps qu'ils travaillaient à discréditer Castro, les Américains ont voté différentes lois (Toricelli, Helms-Burton, d'Amato) qui, combinées à l'embargo, ont durement éprouvé la population cubaine. On n'en parle pas beaucoup, mais les embargos sous leur air de simples "sanctions" sont en fait des guerres atroces et silencieuses. En Irak, selon l'Unicef et l'OMS, l'embargo de l'ONU et des États-Unis a tué 750 000 enfants irakiens en sept ans!

Rita, que son gros Roger surnomme affectueusement ti-tas, a pogné les nerfs et le téléphone pour vociférer que les États-Unis sont la police du monde, que je le veuille ou pas. J'ai rappelé à ti-tas qu'il est surprenant de voir les Américains jouer à la police de la planète alors qu'ils sont incapables de régler la criminalité galopante et les inégalités dans leur propre pays. Depuis 1980, la population céréale des States a plus que doublé: elle s'établit à 1 500 000 personnes auxquelles il faut ajouter plus de huit millions d'indi-



et
OMPTES
du PROF LAUZON

Léo-Paul Lauzon est professeur au département des sciences comptables et titulaire de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM

vidus en liberté conditionnelle. En 1993, un enfant était tué par balle toutes les 92 minutes aux États-Unis et, en 1997, huit enfants sont portés disparus tous les jours! La violence est si grande aux États que les riches se construisent des villes fortifiées où ils ont leur propre police privée, tandis que 300 000 Américains préfèrent quitter le pays chaque année, écoeurés par la brutalité des villes, le coût de la vie et l'absence de démocratie véritable.

Ti-tas et ti-rat ont voulu me quitter en me citant un article sur la diminution de la violence aux États. «À New York, la criminalité est à son plus bas niveau en 15 ans», m'a dit ti-tas. «Ben oui, j'ai lu cet article, chère voisine, et je me rappelle certains chiffres. Désormais il y a «seulement» 7,4 viols et 167 vols avec violence par jour dans la ville de New York! Mais comme mon thérapeute m'oblige à avoir au moins une pensée positive par jour, je vais finir sur une note jovialiste. A New York, il fait bon être un humain plutôt qu'un char, parce qu'il y a seulement cinq meurtres par jour contre 286 vols de voiture, t'sais veux dire...»

JEAN COUTU

Daniel Dubois
Gérant administrateur

501, rue Mont-Royal Est
Montréal (Québec) H2J 1W6

Tél.: 521-3481
Fax: 521-1660

L'itinéraire!

Un apport à la société...

Une bonne idée...

Merci
Les soeurs de la congrégation de Notre-Dame
Conseil de la Province Ville-Marie



Bonne année 2000 moins 2!!!

Je vous souhaite une bonne et heureuse année 1998! Et tout ce que votre coeur désire. Mais surtout de l'amour et de la santé. Ne prenez pas de résolutions trop difficiles à tenir pour ne pas vous décourager, surtout dans notre monde d'illusions. De mon côté, je vais prier pour que l'année se déroule bien, car la vie n'est pas facile pour personne. L'important c'est de faire ce que l'on a à faire et la vie se charge du reste. Moi, c'est de cette façon que j'ai réglé biens des choses...

Gina Mazerolle

Camelot au Carré-St-Louis, Métro Berri-UQAM, sortie St-Denis.

LUMIÈRE JAUNE

Je profite de l'occasion du temps des Fêtes pour recommander la prudence. J'ai remarqué que plusieurs ne savent plus s'amuser sans nuire à personne; comme lorsqu'on a un peu trop bu, que l'on a une dépendance, une déficience ou un manque quelconque.

Je m'explique: profiter de la vulnérabilité de quelqu'un pour cacher sa propre faiblesse ou son inattention. Lumière Jaune. Essayez donc de faire autre chose! N'importe quoi, comme ramasser des bouteilles vides, faire des ventes de garage ou vendre le journal L'itinéraire; faire mieux que de s'en prendre à plus petit ou plus pauvre que soi.

Vous sentez que vous perdez votre équilibre, vos moyens, votre dignité et votre sens de l'honneur. Vous ne vous respectez ni vous, ni les autres. Lumière Jaune. Vous ne laissez pas l'espace nécessaire aux autres ou vous avez de la difficulté à prendre votre place.



Lumière Jaune. Essayez autre chose. Un temps pour vous, pour réfléchir et trouver des solutions à vos problèmes. Utilisez vos talents. Trouvez vous des loisirs dans des domaines qui vous intéressent, à travers des choses simples, normales telles que lecture, dessin, sports, couture, jeux de société, moins de télévision, visant à avoir une meilleure qualité de vie, plus satisfaisante que lorsque l'on cherche à impressionner ou à faire comme les autres. Ne vous contentez pas d'être une imitation.

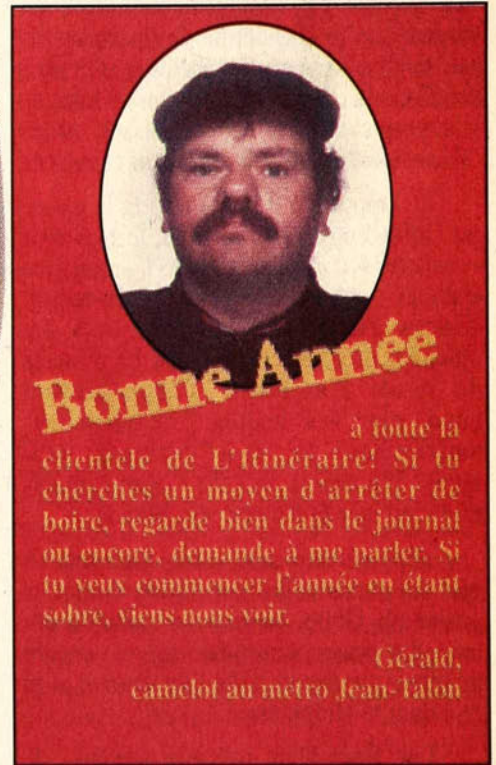
Pour ces raisons, j'ai choisi d'être abstinent, car il y a dans nos façons de s'amuser quelque chose de néfaste, causant des dommages peut-être irréparables dans nos vies et celles des autres. Joyeuses Fêtes! Amusez-vous bien!

Camelot Manon

Je vous remercie,

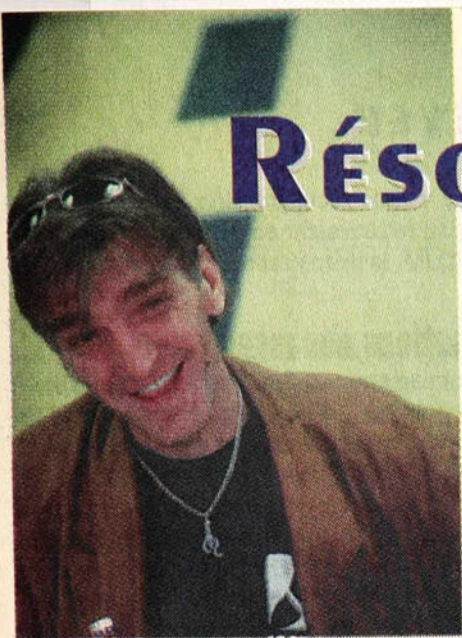
vous, mes clients, pour m'avoir aidé dans mon travail. Ce fut au-delà de mes espérances depuis que je travaille en vendant le journal. Un message d'espoir pour l'avenir si incertain. A tous, Bonne et Heureuse Année et que Dieu soit avec vous.

Pierre,
camelot de la rue St-Denis



à toute la clientèle de L'itinéraire! Si tu cherches un moyen d'arrêter de boire, regarde bien dans le journal ou encore, demande à me parler. Si tu veux commencer l'année en étant sobre, viens nous voir.

Gérald,
camelot au métro Jean-Talon



RÉSOLUTIONS

chose. J'ai passé au travers de 39 nouvelles années, pas toujours conscient de ce que cela voulait dire. Ré...so...lu...tions...

Mes résolutions passées

Des résolutions, j'en prenais, pas seulement à l'approche de Noël ou du premier de l'An, mais tous les jours. Trop, c'est trop! Vouloir changer radicalement trop de choses, c'est UTOPIQUE. Je connais la chanson: un beau "reel" des Fêtes! «On est seulement ce que l'on peut... rarement ce que l'on veut», chante Luc De La Rochelière. Maintes et maintes fois, j'ai voulu changer du tout au tout. Résultat: échec après échec Même pas de victoire entre les échecs. Combien de fois me suis-je dit: «J'arrête de consommer de la dope», après deux, trois ou quatre jours de "bad trip". Quelques jours de repos et me voilà reparti de plus belle. Je ne saurais compter les fois où j'ai dit: «C'est assez!» Que de frustrations! Sentiment d'être rien, d'aucune utilité. Alors, j'ai commencé à me pardonner certains échecs. Plutôt que de tout changer, j'ai amélioré certains de mes comportements. Ça m'a permis d'avancer petit à petit. Je crois qu'il faut essayer honnêtement de s'améliorer face à certaines situations et envers les gens qui nous entourent. C'est ce que j'ai fait parce que la sonnerie d'alarme résonnait pas mal trop souvent, voire tous les jours. J'en ai eu des maux de tête! Puis, je me suis dit: «Fais un pas à la fois et vérifie si tu es en équilibre avant de vouloir courir le marathon.» Et puis, combien de fois me suis-je dit: «Je me loue un appart' et je m'installe pour de bon.» Deux mois plus tard, j'étais rendu à 3 000 milles de Montréal!

Modérez vos transports durant les Fêtes, ça vous évitera de gros maux de tête!



La résolution tenue

La résolution que j'ai tenue le plus longtemps, je la tiens encore aujourd'hui: un toit sur la tête. Ça fait 18 mois que je "n'itinère" plus. J'ai décroché de la criminalité. Je me lève tous les matins pour faire quelque chose de positif, quelque chose que j'aime en autres: écrire. Je suis encore un marginal, mais j'ai amélioré beaucoup de choses depuis un an. Chers lecteurs et lectrices, vous ne m'auriez pas dit «Bonjour!» de bonne foi, sur le trottoir, le matin, il y a 18 mois.

«Résolution», mot d'apaisement pour un certain temps, car la sonnerie diminue graduellement d'intensité. Cela se passe au fur et à mesure que se forme à l'intérieur de chacun de nous l'intention honnête d'améliorer certains aspects de notre façon de vivre. La vie est un fruit qu'il faut apprendre à déguster dans toute sa saveur. Donc, prenez le temps d'y goûter et de la déguster au lieu de vous empiffrer jusqu'à en être malade. Lorsqu'on décide consciemment de faire mieux, serait-ce un mea culpa? La sentence: résolutions honnêtes? Dans l'ensemble, j'ai passé une bonne année. Chers lecteurs et lectrices, je vous souhaite une très bonne année et je vous remercie pour votre appui envers le journal.

Claude «Why Not Be» Brûlé.

Déprimés Anonymes

Recherchons bénévoles pour service d'écoute téléphonique.



Des personnes en souffrance ont besoin de votre soutien.

Cours de formation gratuit.

Contactez Louise au 278-2124



M. SABOT ET MR. DENVER

CLAUDE «WHY NOT BE» BRÛLÉ

M. Sabot et Mr Denver, chasseurs de primes des temps modernes, sillonnent les rues de la ville de Montréal à la recherche des mauvais payeurs. Ils se promènent non pas avec un magnum 357, mais avec un ordinateur portable sous la main.

Le sabot de Denver a été adopté par la Ville de Montréal au milieu des années 80 pour contrer les nombreux défauts de paiements de contraventions au code routier du Québec. La Ville de Montréal enregistre tous les jugements concernant une infraction au code de la route du Québec. Cette liste donne tous les numéros des plaques numérotiques des véhicules des conducteurs fautifs. Chaque semaine, la Ville émet une copie révisée qu'elle envoie au bureau du huissier.

Toutes les contraventions au-delà de 35\$, jugées par les tribunaux sont répertoriées dans une banque de données. L'huissier de la Ville accorde au contrevenant un délai de 60 jours pour acquitter une ou plusieurs contraventions. Lorsqu'il y a défaut de paiement, l'huissier en se présentant chez le fautif, lui donne une dernière chance. Ensuite, la contravention impayée devient un mandat physique. Alors, le contrevenant peut être saisi. De plus, le dossier qui a été acheminé au bureau du huissier autorise la pose du sabot de Denver.

L'équipe: M. Sabot et Mr Denver

L'équipe est composée d'un chauffeur et d'un représentant du bureau du huissier. Ils sillonnent les rues d'un territoire déterminé par le bureau du huissier. Le huissier entre dans l'ordinateur tous les numéros de plaques des voitures stationnées sur la voie publique jusqu'à ce que son terminal lui signale un numéro de plaque recherchée. À partir de ce renseignement, l'huissier communique avec le répartiteur du bureau des huissiers, qui vérifie auprès du BVAQ (Bureau des véhicules automobiles du Québec) si le numéro de plaque est encore recherchée et si le véhicule appartient toujours au même propriétaire délinquant. Si oui, le répartiteur transmet à l'unité mobile l'autorisation de poser un sabot de Denver. Après la pose, le huissier laisse sur le pare-brise un procès-verbal qui contient tous les renseignements nécessaires

pour que le propriétaire puisse récupérer son véhicule. Avant 1983, les contrevenants se retrouvaient en prison. Depuis 1984, sur le territoire de la STCUM, la prison est remplacée par la saisie du véhicule.

Situations cocasses

Il y a toujours des contrevenants qui essaient d'enlever le sabot, et certains y parviennent. «J'ai vu un propriétaire d'un véhicule essayer d'enlever le sabot avec une masse de 10 livres. Il était hystérique, il a frappé sur son véhicule sans arrêt jusqu'à ce que la masse se brise. Son auto était juste bonne pour la "scrap" me confie M. Sabot. «Une autre fois, un homme est arrivé au bureau de l'huissier avec le sabot à la main. Il a payé les 1000 \$ d'amende qu'il devait et 300 \$ pour le bris du sabot qu'il avait transformé en cendrier. Il en a fait don à l'huissier en cadeau», dit Mr Denver.

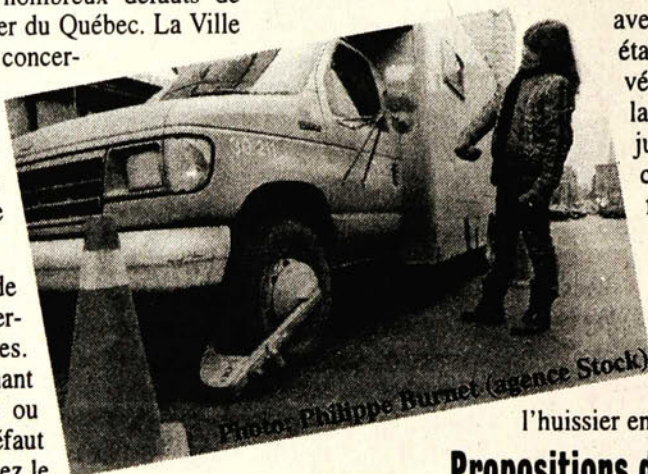


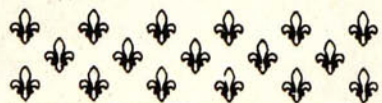
Photo: Philippe Burnet (agence Stock)

Propositions de règlements

Souvent, les gens essaient de convaincre les poseurs de sabot qu'ils ont acquitté leur contravention ou qu'ils ont fait parvenir un chèque par la poste. On entend souvent: «Hé! Buddy, c'est mon auto, voyons donc! On se connaît depuis longtemps...» Beaucoup de propriétaires de véhicules sont négligents. On trouve les endroits les plus vulnérables en face des épiceries, des magasins, des caisses et des banques. «En face des banques, c'est fréquent que le ou la propriétaire du véhicule me dise: «J'allais justement payer». Il est déjà arrivé que des femmes aient déjà essayé de faire du charme ou alors, elles me disaient: «C'est l'auto de mon chum», confie M. Sabot. «Fréquemment, nous posons des sabots sur des véhicules très luxueux: Jaguar, Porsche et même sur des Roll-Royce. Je n'oublierai jamais le propriétaire d'une Saab 900 1996. Nous avons immobilisé son véhicule 11 fois en trois mois; le gars s'en foutait; c'est son père qui payait», raconte M. Sabot. Les menaces de mort sont fréquentes aussi. Tous les jours, il y a des gars qui me disent: «Je voulais aller payer mes contravention en prison, je vais y aller pour quelque chose...si tu débarques pas ton h...de sabot sur mon char! La devise des poseurs de sabot est: «Nous voulons votre bien et nous l'aurons...».



André Boulerice
Député de
Sainte-Marie-Saint-Jacques



ASSEMBLÉE NATIONALE

1951, boul. de Maisonneuve Est
Montréal (Québec)
H2K 2C9
Tél.: (514) 525-2501
Télec.: (514) 525-5637

Un
service
gratuit

TEL-AIDE

935-1101

Une
écoute
attentive

Quand les aînés sont maltraités

Info-ABUS: (514) 489-2287

GINA MAZEROLLE

CAMELOT CARRÉ SAINT-LOUIS
MÉTRO BERRI UQAM SORTIE ST-DENIS

Info-ABUS est un organisme qui vient en aide aux aînés qui subissent de mauvais traitements physiques et moraux. Mme Catherine Macnaughton supervise la ligne Info-ABUS et travaille en organisation communautaire. L'organisme existe depuis janvier 1995. Il y a en moyenne 40 à 50 appels par mois dont 35 proviennent d'aînés ou de membres de leur famille. Info-ABUS est au service d'aînés maltraités ainsi que de leurs proches.

Beaucoup de cas dénombrés sont des cas d'abus psychologique: dénigration de conjoint, enfants qui traitent leurs parents comme des enfants, humiliation, intimidation et menaces. Il y a aussi des cas où les enfants volent carrément de l'argent ou des biens à leurs parents.

Il n'y a aucun centre d'hébergement pour eux. Mme Macnaughton affirme: «Jusqu'au mois de juin dernier il y avait la maison Jeanne Simard, mais elle a fermé ses portes et maintenant les personnes âgées doivent se diriger vers les centres ou les maisons d'hébergement pour femmes en difficulté.» Elle poursuit: «La plupart des personnes victimes d'abus sont des femmes, mais encore plus dans la population des aînés.»

La personne aînée en danger doit, pour assurer sa sécurité, s'éloigner de la personne menaçante et s'adresser à la police. Elle devrait garder le contact avec des amis ou des voisins. Elle ne doit surtout pas s'isoler, mais plutôt se changer les idées au sein de groupes de l'âge d'or. Du côté financier, elle ne doit pas dévoiler ses avoirs.

Info-ABUS offre du soutien dans la peine et les difficultés. On informe les gens sur leurs droits et sur les ressources qui existent pour les aider. Par exemple, les CLSC, la Commission des droits de la personne et les services de l'Aide juridique, etc.

Le comportement abusif des enfants est parfois une forme de vengeance enracinée depuis leur jeunesse. Des enfants peuvent aussi avoir un problème d'alcool, de drogue ou de santé mentale. Est souvent un facteur de risque le fait qu'un adulte sans-emploi vive chez ses parents âgés. Une personne ressource peut être débordée devant l'ampleur des soins qu'exige un aîné physiquement et mentalement dépendant. «Des gens peu respectueux des aînés peuvent les manipuler et les intimider. Il faudrait valoriser davantage nos aînés et rester en communication avec ceux de notre entourage, être comme des yeux ouverts», explique Mme Macnaughton.



Palmall

Il existe des abus dans toutes les couches de la société. Chez Info-ABUS, on ne fait pas d'accompagnement ni de suivi auprès des aînés parce que les CLSC devraient être en mesure de répondre à ces besoins.

Mme Macnaughton conclut: «Les aînés sont des adultes qui ont des besoins propres à leur âge et à leur situation. Les maladies inhérentes à la vieillesse peuvent avoir des effets sur leur comportement. J'ai appris à valoriser et à apprécier leur expérience de la vie. Il est important de se souvenir qu'ils sont des êtres humains à part entière...»

Cet espace publicitaire a été mis à la disposition du magazine L'Itinéraire par la Société des Casinos du Québec, soucieuse de contribuer à la vie communautaire de Montréal.

L'ATSA, l'Action Terroriste Socialement Acceptable, a exposé une sculpture à l'extérieur du Musée d'Art Contemporain, le 17 décembre dernier. Une grue a déposé la sculpture, conçue à partir de vieux poêle à gaz et baptisée "Siège Social de la Banque à Bas", que l'ATSA veut offrir au Musée d'Art Contemporain.

L'ATSA a organisé cet événement avec la collaboration d'une quarantaine de commanditaires. La Old Brewery Mission a distribué soupe et café chaud pendant qu'on remplissait les poêles de bas et de vêtements pour les chauffer avant de les distribués aux itinérants présents. «Ce soir, on fait une exposition dans une atmosphère de rencontre. C'est l'occasion pour faire le lien entre les gens mieux nantis et les itinérants dans leur environnement, c'est-à-dire...dehors» a déclaré à L'Itinéraire Annie Roy.

Anecdote Inusitée

L'ATSA a été fondé, il y a trois semaines, par Pierre Allard (vivre) et Annie Roy, interprète-chorégraphe. L'idée est venue à cette dernière après avoir vécue une anecdote assez inusitée. «J'étais assise dans un autobus dans l'est de la ville et j'ai remarqué un petit garçon qui n'avait pas de bas dans ses souliers. J'ai rapidement enlevé mes bas et je les ai donnés à sa mère. Par la suite, j'ai raconté l'anecdote à Pierre Allard. On s'est mis à réfléchir sur notre condition d'artiste et notre volonté de faire quelque chose. On voulait que cet art génère une aide concrète et sensibilise les gens à un problème social qu'on trouve intolérable», de dire Annie.

Réunions d'Artistes

À partir de cette anecdote-là, Pierre Allard et Annie Roy ont donc réuni une gang d'artistes de tous les milieux et ils ont décidé de faire une sculpture. La sculpture est composée de sept poêles assemblés ensemble, symbole de chaleur. «On a travaillé d'arrache-pied pendant dix jours pour arriver à faire la sculpture et organiser l'exposition», raconte Annie Roy.

ACTION TERRORISTE SOCIALEMENT ACCEPTABLE POUR LES PLUS DÉMUNIS



Photo: Philippe Burnet (Agence Stock)

L'ATSA veut faire une tradition de cet événement. «Ce soir, c'est le "Siège Social de la Banque à Bas" que nous inaugurons ici. Nous voulons qu'il y ait des Hot Point, des endroits où les gens pourront déposer leurs dons de bas, tuques ou gants pendant toute l'année. Je crois que c'est une action tout-à-fait humoristique et qui aide en même temps. Nous voulons offrir cette sculpture au Musée d'Art contemporain. Nous allons discuter avec eux. J'espère que le musée va l'accepter. C'est dans leur intérêt et dans celui de tout le monde», conclue Annie Roy.

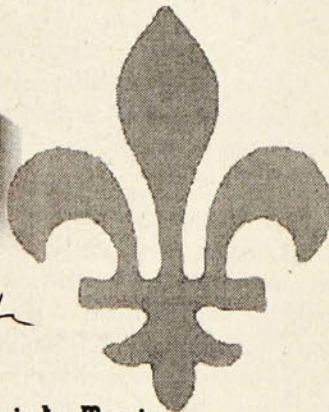
Claude «Why Not Be» Brûlé.



Gilles Duceppe

Député de Laurier Sainte-Marie

1001, boul. de Maisonneuve Est, bureau 580,
Montréal (Québec) H2L 4P9
Tél.: (514) 522-1339 Fax: (514) 522-9899



URGENCE TOXICOMANIE
288-1515

110, rue Prince-Arthur Ouest (au sous-sol)

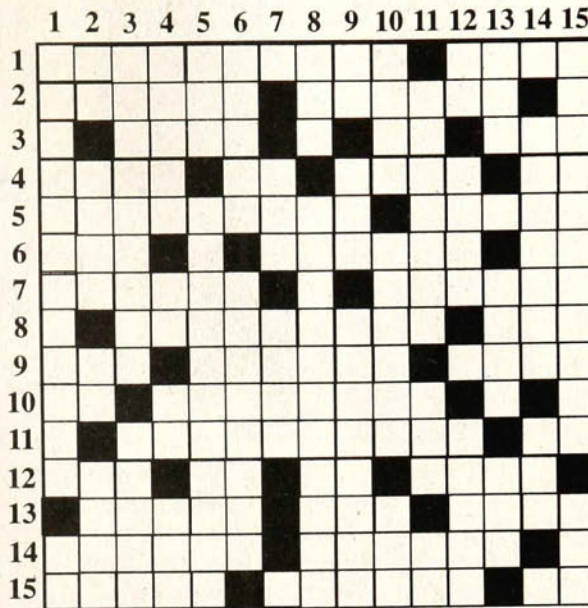
Centre Dollard-Cormier
385-0046



Horizontal

- 1- Endroit très encombré et en désordre.- Festin et réjouissances qui accompagnent un mariage.
- 2- Docteur de la loi musulmane.- Renard polaire.
- 3- Epoques.- Lawrencium.- Occis.
- 4- Satellite naturel de la terre.- Adj. poss.- Vedette de cinéma.- Radon.
- 5- Grosses mouches qui ressemblent à une guêpe.- En botanique, racine qui s'enfonce verticalement dans la terre.
- 6- Adj. démonstratif.- Faire l'objet d'une sanction.- Que l'on doit.
- 7- Allemand.- Arbuste originaire des montagnes d'Asie.
- 8- Attitude consistant à flatter les aspirations à la facilité ou les préjugés du plus grand nombre pour accroître sa popularité.- Riv. d'Alsace.
- 9- Un sens.- Cap. de la Tchécoslovaquie.- Ville de Russie.
- 10- Branché.- Nettoient en frottant.
- 11- Qui manifestent une grande excitation.- Champion.
- 12- Le moi.- Difficulté.- 3,1416 - Petit rongeur d'Europe méridionale et d'Asie Mineure.
- 13- Sens par lequel sont perçus les sons (Plur.).- Habitation à loyers modiques.- Un des Etats-Unis d'Amérique.
- 14- Inspiratrice d'un artiste.- Inflammation de l'iléon.
- 15- Etat d'esprit, disposition à supporter qqch.- Spectacle merveilleux.- Se parlait dans la moitié sud de la France.-

MOTIS CROISÉES



SOLUTION PAGE 30

Vertical

- 1- Ensemble de personnes liées par une organisation commune, des intérêts communs.- Eminence.
- 2- Art. contracté.- Engrais azoté.- Art.- Personne crédule, facile à tromper.
- 3- Totalité, intégralité.- Doter, pouvoir de.
- 4- Jeunes cerfs âgés de six mois à un an.- Double règle.- Dieu solaire.- Armée républicaine irlandaise.
- 5- Principe de vie et de pensée de l'homme.- Apparence trompeuse.
- 6- Se dit d'un mouvement mystique, politique et culturel propre aux Noirs de la Jamaïque et des Antilles anglophones.- Homme amoureux de sa propre image.
- 7- Bière anglaise.- Buffle sauvage des montagnes d'Indes et de Malaisie.
- 8- Est utilisé comme condiment.- Technique d'imagerie médicale utilisant la réflexion d'un faisceau d'ultrasons par les organes.
- 9- Habitudes.- Dans la rose des vents.- Vêtement sale, en lambeaux.
- 10- Orge germée artificiellement.- Verser (une somme due).- Grande quantité de liquide.
- 11- Appareil de gymnastique.- Semblable.- Chiffres romains.
- 12- Conjonction.- Prendra une expression de gaieté.- Compartiment réservé aux bagages, aménagé dans le fuselage d'un avion.
- 13- Armée, à l'époque féodale.- Énoncer à voix haute un texte écrit.- Se dit à la fin de la messe.
- 14- La salamandre en est un.- Grand perroquet d'Amérique du Sud.
- 15- Qui dépendent des circonstances.- Difficulté essentielle.

Pauvreté en Bolivie

Suite de la page 20

«En Bolivie, lorsqu'une personne n'a pas de pain, alors elle se dit qu'il va y en avoir pour le lendemain et elle va attendre. Ici au Québec, quelqu'un qui n'a pas de pain va être révolté contre la société et va même l'accuser. Là-bas, ils n'accuseront pas la société car pour eux c'est comme la famille, c'est accuser les gens autour d'eux autres», ajoute-elle.

Il y a beaucoup d'enfants de six, sept et huit ans qui travaillent, car les familles sont très pauvres. Tous les membres de la famille doivent faire leur part pour survivre. Si les enfants n'aident pas, la famille pourra difficilement fonctionner et les enfants vont se retrouver à la rue. Dans la rue les attendent prostitution, drogues, vols, etc.

Angèle et sa fille Annie ont rencontré Roxanna, qui vit dans un orphelinat. Cette dernière veut mourir, car elle n'est pas heureuse et ne joue jamais. Elle a raconté

à Annie qu'elle veut mourir en sniffant de la colle comme les enfants de la rue. «Annie pleurait, mais Roxanna ne pleurait pas, car elle n'a pas peur de la mort, ce qu'elle a vécu est déjà tellement lourd. Il n'y a personne qui l'attend ni qui vient la voir, car elle n'est importante pour personne.»

«Jusqu'à quel point sommes-nous capables d'accepter les gens de la rue? Jusqu'à quel point leur façon de vivre peut-elle être créatrice? On veut toujours cacher les laideurs comme la douleur, la pauvreté et la mort. On veut les cacher mais on n'a pas le choix de les accepter, car c'est bel et bien réel. N'est-ce pas notre refus qui est plutôt négatif? », constate-t-elle.

Angèle Séguin a fait la mise en scène d'une trentaine de pièces. Elle a reçu une formation en journalisme au Saguenay. Elle a un baccalauréat et une maîtrise en théâtre d'animation et elle a voyagé pour explorer le terrain. Elle a donné des ateliers de formation.

Le réseau d'aide
 Aux personnes seules
 et itinérantes de Montréal

180, rue Ste-Catherine Est
 Montréal (Québec)
 H 2 X 1 K 9
 Téléphone: (514) 879-1949

COMITÉ ITINÉRANCE DU PLATEAU MONT-ROYAL

UN EFFORT COLLECTIF POUR AIDER LES DÉMUNIS

BRYAN DIONNE

Le phénomène de la mendicité et de l'errance prend de l'ampleur à Montréal. Autrefois concentrée au centre-ville, cette réalité s'étend maintenant aux quartiers environnants tel le Plateau Mont-Royal. Une quinzaine d'organismes, dont la Caisse populaire Notre-Dame-du-Très-Saint-Sacrement, le poste 34 de la SPCUM et la Maison de la fierté humaine, ont créé en 1995, le Comité Itinérance du Plateau Mont-Royal, une table de concertation qui a le mandat d'harmoniser les relations entre les citoyens, pauvres et moins pauvres.

«Les habitants du quartier ont décidé d'agir avant que la situation ne devienne trop alarmante», raconte Josée Boisvert, coordonnatrice du Comité. «Plusieurs itinérants venaient se réchauffer à l'intérieur de l'église. Nous avons pensé avoir recours à un gardien, mais nous ne voulions pas faire de répression. Certains venaient quêter et faisaient peur aux paroissiens, d'autres étaient bruyants. Il y en a même qui sont allés jusqu'à faire leurs besoins dans l'église. Mais depuis la formation du Comité, les relations s'améliorent tranquillement», explique M. Roger Ethier, de la Paroisse Notre-Dame-du-Très-Saint-Sacrement.

Travail de rue

Un travailleur de rue engagé par le comité sillonne le quartier et, comme l'explique Mme Boisvert, sa tâche dépasse les cadres habituels: «En plus de son travail avec les gens de la rue, il se doit de fréquenter les endroits où se retrouvent les personnes en difficulté: les bars, les ressources d'aide comme les banques alimentaires ou refuges.»

«On évite de parler d'itinérants, ajoute-elle. Ce terme ne veut plus rien dire. On parle maintenant de personnes fortement marginalisées: les problèmes d'isolement, de santé mentale, de toxicomanie et d'errance ne touchent pas seulement les sans-abri, mais aussi la majorité de ceux qui vivent dans la pauvreté la plus extrême.»



Les relations s'améliorent entre le grand public et les itinérants depuis la formation du comité, selon M. Roger Ethier, de la Paroisse Notre-Dame-du-Très-Saint-Sacrement.

Travail de sensibilisation

Le but premier du Comité Itinérance est de créer un esprit de convivialité entre les citoyens et les personnes en difficulté. Les objectifs, pour 1998, gravitent autour d'un même thème: dresser un portrait précis du problème de l'errance et de la pauvreté dans le quartier, afin de permettre de mieux répondre aux besoins fondamentaux des personnes fortement marginalisées, et améliorer ainsi leur qualité de vie.

Le regroupement veut aussi promouvoir la compréhension et le respect dans la communauté. Pour y arriver, on entend faire un recensement des ressources disponibles, sonder la population sur les besoins les plus urgents, faire connaître l'existence du comité et sensibiliser les citoyens, les commerçants, les intervenants ou autres.

C'est en réalisant des activités de concertation et de mobilisation et en compilant les résultats, que ses membres comptent renseigner la population sur les mesures qui seront prises. Il est aussi question de faire une levée de fonds afin de permettre au comité d'avoir tous les outils nécessaires à son bon fonctionnement et donner l'occasion aux gens d'en profiter au maximum.

Ceux qui profitent moins

«Il y a deux catégories de gens fortement marginalisés: ceux qui profitent des ressources, et ceux qui refusent. Nous devons insister sur la pertinence des ressources disponibles», poursuit Mme Boisvert. En effet, nombre de résidents s'interrogent sur le sérieux des ressources, notamment celles destinées aux jeunes.

Pour tout renseignement ou pour participer aux diverses activités du Comité, communiquer avec Josée Boisvert au (514) 596-3211.

Voici la liste des organismes participant au Comité Itinérance du Plateau Mont-Royal: le poste 34 de la SPCUM, Resto Plateau, SDAMR, Paroisse et Caisse Populaire Notre-Dame-du-Très-Saint-Sacrement, Carrefour Justice et Foi, Dîners-rencontres St-Louis-de-Gonzague, Centre Dollard-Cormier, Plein-Milieu, La Maison des Amis, L'Itinéraire, Comité Logement du Plateau Mont-Royal et Maison de la fierté humaine.

Erratum

La photo du Canadien de Montréal, parue en décembre dernier dans L'Itinéraire, n'était pas de Normand Blouin mais bien Robert Fréchette.

Réponses de la page 29

1	C	A	P	H	A	R	N	A	U	M	S	O	C	E
2	O	U	L	E	M	A	I	S	A	T	I	S	V	
3	L	E	R	E	S	L	L	R	T	U	E			
4	L	U	N	E	T	A	S	T	A	R	R	N		
5	B	R	I	S	T	A	L	E	S	P	I	V	O	T
6	C	E	T	R	E	C	O	P	E	R	D	U		
7	T	E	U	T	O	N	H	A	Z	A	L	B	E	
8	I	D	E	M	A	G	O	G	I	E	I	L	L	
9	V	U	E	P	R	A	G	U	E	O	R	E		
10	T	N	R	E	C	U	R	E	N	T	E	B	E	
11	T	D	E	L	I	R	A	N	T	E	S	A	S	
12	E	G	O	S	P	I	L	O	I	R				
13	O	U	I	E	S	H	L	M	U	T	A	R		
14	E	G	E	R	I	E	I	L	E	I	T	E	I	
15	M	O	R	A	L	F	E	R	I	E	O	C		

ENVOYEZ VOS COMMENTAIRES AU

Journal L'itinéraire

1907, rue Amherst

Montréal (Québec) H2L 3L7

Téléphone: (514) 597-0238

Télocopieur: (514) 597-1544

E-Mail: itineraire@videotron.ca



<http://itineraire.educ.infinet.net>

Le cas d'une caricature

Je ne manifeste aucune hésitation à me procurer un exemplaire du journal L'itinéraire. En plus de contribuer à cette oeuvre, mon action me permet de m'informer sur différents sujets et je vous encourage à poursuivre votre mission.

Dans le numéro de décembre 1997, vous signez un article intéressant intitulé «Une association née sous une bonne étoile.» Toutefois, je demeure perplexe quant au choix de la caricature qui l'accompagne. Sachant que vous n'en êtes point l'auteur, j'aurais quand même souhaité que la mère Noël qui y figure soit vêtue convenablement. Ce détail, qu'il ne faut pas sous-estimer, véhicule une valeur importante non seulement pour les femmes, mais également pour l'ensemble de la société.

Espérant qu'une réflexion découlera de mes commentaires, je vous souhaite, ainsi qu'à toute l'équipe, de Joyeuses Fêtes!

Mme Larue, Montréal



Chère Madame, dans sa caricature de l'Association des Pères Noëls, Pol Mall, un bon monsieur bien respectueux d'autrui, a simplement voulu représenter les différentes manifestations qui ont eu lieu cette année, dont celle des femmes de Toronto qui a conduit à la légalité de se promener seins nus dans cette capitale. Son intention n'était nullement de présenter l'image féminine de façon disgracieuse. Excusez-nous si cela n'était pas évident.

La Rédaction.

CHAMBRE DES COMMUNES

Bernard Bigras

Député de Rosemont

2105, rue Beaubien Est
Montréal (Québec)
H2G 1M5
Tél: (514) 729-5342
Télocopieur: (514) 729-5875



Branchez-vous

à l'alternative en éducation!

En vous branchant sur InfiniT éducation, vous pénétrez au coeur de la pédagogie. Plus de 25 sites instructifs, vivants et animés, pour mieux apprendre.

EDUCATION

InfiniT éducation

<http://www.education.infinet.net>

**Branchez
votre école
à haute vitesse!**

Renseignements :

(514) 281-9149
1 888 246-2256



Vidéotron

Le Groupe communautaire L'itinéraire Des projets innovateurs pour se sortir de l'itinérance

En ce début d'année 1998, nous vous remercions d'avoir remis un sourire sur le visage de plusieurs personnes de la rue. L'équipe de L'itinéraire, le journal et le Café sur la rue, tiennent à vous remercier pour votre générosité qui ne se dément pas depuis huit années. Citoyens et entreprises ont contribué au succès de nos projets visant la réinsertion des plus démunis sur le marché de l'emploi par une formation adaptée et une revalorisation personnelle.

Merci pour les ordinateurs usagés que nous avons pu recycler pour les gens de la rue; merci pour les articles de bureau ou de cuisine qui permettent à nos membres d'apprendre à travailler; merci pour les dons en argent, essentiels à la survie de notre organisme.

Mais avant tout, merci d'être des citoyens ouverts d'esprits, compréhensifs et tolérants. Nous le ressentons particulièrement en ce Temps des Fêtes où certains d'entre vous ont acheté des cadeaux pour offrir à des vendeurs de L'itinéraire.

D'autres sont venus nous porter des billets de spectacles pour ceux qui n'ont pas la chance d'y aller. Et plusieurs ont donné de leur temps pour nous aider à réaliser nos projets. Des attentions touchantes, tel ce gardien de sécurité du métro venu acheter des journaux afin qu'un itinérant essaie de changer sa situation nous prouvent combien vous nous appuyez.

Envoyez vos dons à l'ordre du
Groupe communautaire
L'itinéraire

Nom: _____
Prénom: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____
Montant _____

Je désire recevoir
un reçu d'impôt
(Pour tout montant de 10\$ et plus)
à l'adresse suivante
1907, rue Amherst
Montréal (Québec), H2L 3L7

Contribuez
à la poursuite de
cette oeuvre
auprès
des plus démunis

À vous tous et toutes,
Bonne et Heureuse
Année 1998!
Paix, Joie et Prospérité.

